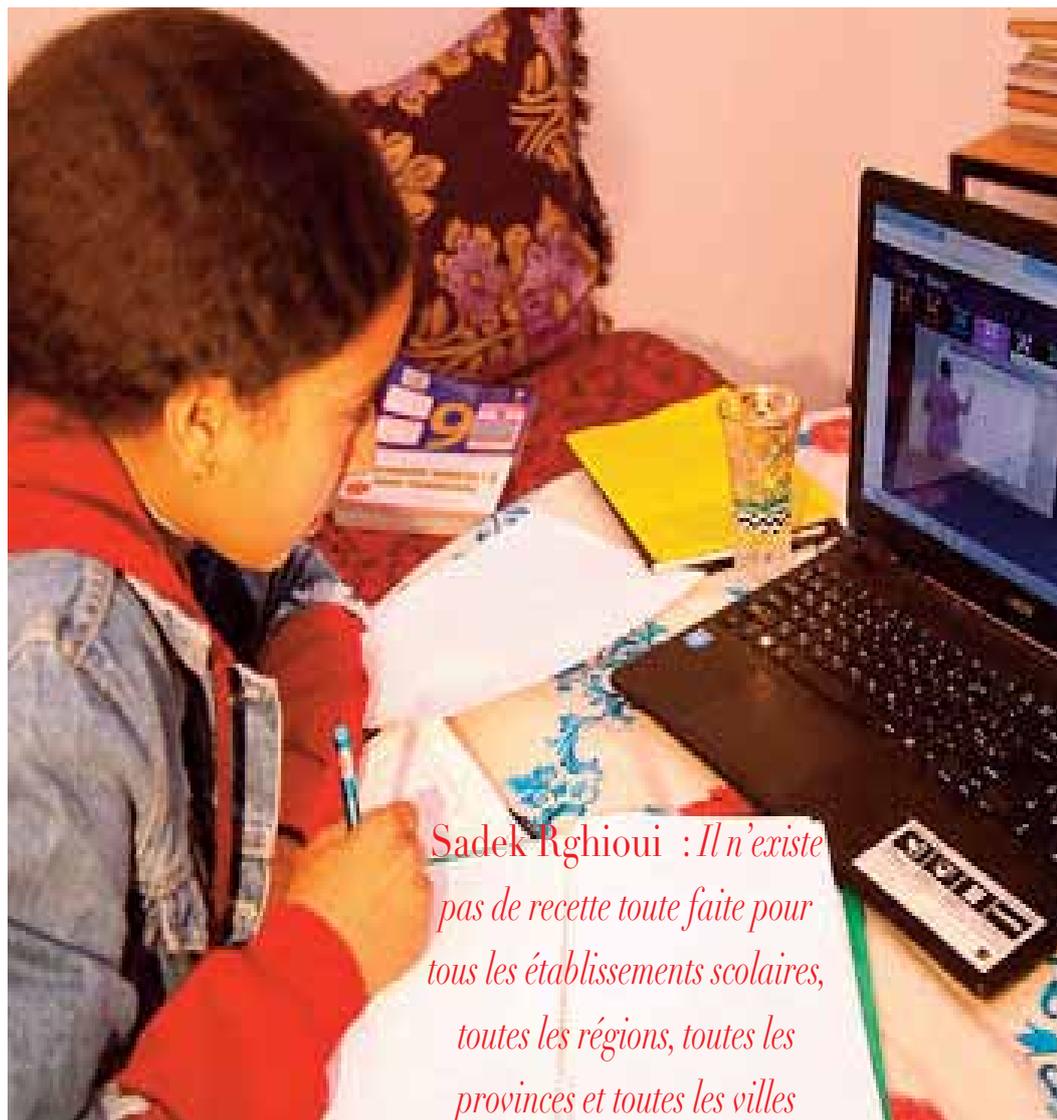


Quels enseignements tirer de l'enseignement à distance ? *Les syndicats appellent à l'adoption du distanciel si la situation l'exige*



Sadek Rghioui : Il n'existe pas de recette toute faite pour tous les établissements scolaires, toutes les régions, toutes les provinces et toutes les villes

Lire pages 2-3

S.M le Roi adresse un message de condoléances à la famille de Touria Jebrane



Les condoléances de l'USFP
La disparition de Touria Jebrane est une grande perte pour le monde de l'art et bien évidemment pour tous les Ittihadis

Page 12

Le Soudan du Sud réitère son soutien à notre intégrité territoriale



Les allégations fallacieuses sur le Sahara marocain détricotées à Pretoria

Pages 4-5

Un Algérien dans les starting-blocks pour succéder à Brahim Ghali



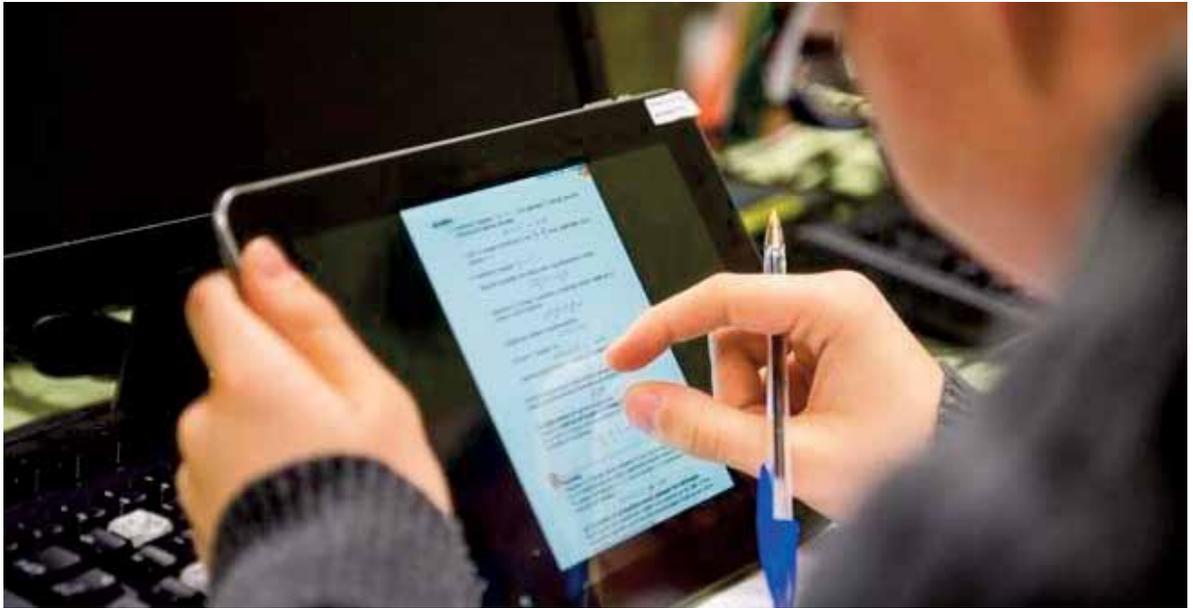
Page 5

Messi veut quitter le Barça
Séisme sur la planète foot



Page 23

Quels enseignements tirer de l'enseignement à distance ?



En mars dernier, le Covid-19 a fermé les écoles et propulsé l'éducation sur Internet pendant le télétravail, les contraintes matérielles et les attentes des milieux scolaires. Alors que le modèle de l'école en ligne est également envisagé par le ministère de l'Éducation nationale pour la prochaine rentrée, le 7 septembre, difficile de ne pas constater ses limites en comparaison à une école du monde réel beaucoup moins inégalitaire, sans parler des polémiques sur fond de frais de scolarité qui en découlent. Rare motif de satisfaction, les parents ont compris que le métier d'enseignant ne s'improvise pas. Désormais, les enseignants sont bien mieux considérés et se sentent beaucoup plus proches de leurs élèves.

Relation parents-élèves-profs métamorphosée

Pendant que les élèves découvraient avec stupéfaction que leurs profs avaient eux aussi des photos de profil sur les réseaux sociaux confirmant que ces échanges d'un nouveau genre peuvent changer la perception qu'ont les élèves de leurs professeurs, «j'ai moi aussi été surprise à des degrés divers depuis le début des cours à distance», nous confie une enseignante du secondaire qui va dorénavant profiter d'une retraite méritée. Et d'ajouter : «Les élèves se sont métamorphosés. Certains qui étaient turbulents en classe sont devenus plus calmes et concentrés. Et à l'inverse, des élèves qui étaient brillants et dynamiques en présentiel sont devenus de véritables fainéants lors de l'apprentissage en distanciel». Le nouveau coronavirus a donc bel et bien chamboulé les habitudes et les certitudes. Et pour cause, les enseignants sont rentrés dans les appartements et pour la majorité d'entre eux, ces contacts par écrit représentent aussi un avantage pour la qualité des échanges entre eux et les élèves. De leur côté, en supervisant les cours de leurs enfants, les parents ont assisté à une drôle d'école. Une école

où l'aisance des profs face aux NTIC fut inégale. Logique, sans aucune formation préalable, ces derniers ont dû jongler entre plusieurs plateformes et réseaux sociaux. «Il y avait de quoi avoir le tournis», assure l'enseignante retraitée.

Devant un tel manège, les parents ont donc été obligés de mettre les mains dans le cambouis. Ils sont plusieurs à avoir tant bien que mal répondu aux attentes des enseignants. «Du calme, de la volonté et le sourire, trois armes indispensables pour commencer des journées dures et qui se ressemblent», se souvient Tarik El Kanouni, un Casablancais père de trois enfants dont deux filles scolarisées. «Nous avions un PC et il était à la fois utilisé pour WhatsApp et les cours des enfants, en même temps qu'il servait pour mon télétravail. Nous étions obligés d'aider les

profs à superviser car dès le deuxième jour, les enfants se sont mis à s'envoyer des messages audio entre eux sans rapport avec le cours. En plus, des fois, les enseignants peinaient à transmettre leur apprentissage. Donc, on a répété plusieurs fois le même cours», se souvient notre interlocuteur qui a pris le parti de poursuivre l'expérience de l'école en ligne, situation sanitaire oblige, quand bien même certains cours ne sont jamais allés au bout.

Au-delà de cette inédite situation qui a, par moments, pris des allures de chaos, sans nul doute, la crise sanitaire a contribué à une meilleure compréhension entre les enseignants et les parents d'élèves. Les profs sont désormais bien mieux considérés. «Le métier est noble mais la conjoncture économique est difficile. Il faudrait que les écoles s'adaptent à la situation», relève Tarik en pensant notamment aux sommes modiques perçues par les enseignants dans des écoles privées. Des rémunérations qui tranchent avec leurs investissements même s'ils sont parfois dépassés par le modèle pédagogique de l'enseignement à distance. Ce traitement affligé aux enseignants n'est pas l'unique illustration des inégalités qui caractérisent les cours à distance.

Des cours à distance accentuant les inégalités

Récemment aux États-Unis, une nouvelle tendance est apparue. Les familles forment des «Pandemic pods» par le biais de Facebook notamment. En clair, cela revient à organiser des micro-classes à domicile, loin du Sars-Cov2, dirigées par des enseignants sous contrat privés aux rémunérations exorbitantes. Cette forme de ségrégation scolaire a indigné de nombreux Américains. De ce côté-ci de l'Atlantique, on en est pas encore à ces extrémités. Mais l'école en ligne au Maroc a dévoilé au grand jour certaines inégalités restées dans l'ombre jusque-là. En accédant aux foyers, les enseignants ont mesuré plus que jamais le manque d'équipement numérique dans certaines familles et ils ont perdu des élèves en conséquence. Tandis que d'autres fa-

milles moins à l'aise avec le système scolaire, par manque d'éducation parfois, ont vu leurs enfants décrocher sans réaction.

Pour preuve «40% des élèves notamment dans les milieux défavorisés et le monde rural, n'ont pas suivi. Nous nous sommes dit qu'il fallait mixer présentiel et distanciel en donnant le choix aux familles», a tenté d'expliquer Saïd Amzazi, le ministre de l'Éducation nationale mais sans vraiment convaincre. D'autant que les échecs constatés risquent de s'amplifier. D'abord, parce que le MEN se désresponsabilise totalement en laissant le choix aux parents entre le distanciel et le présentiel car «nous sommes dans une période particulière, inédite dans l'histoire. Il faut raisonner en co-éducation».

La réussite et l'apprentissage dépendent également de l'encadrement des parents. Les parents devront non seulement encadrer mais également sensibiliser leurs enfants», dit le ministre de tutelle.

Ensuite, ledit ministre jette carrément l'éponge et explique à qui veut bien l'entendre que les inégalités sont insolubles, en l'occurrence quand il s'agit d'équipement, «des questions de connectivité ne dépendent pas de nous». Et encore, on ne parle que d'Internet. Quid des tablettes pour les plus démunis d'entre nous ? Le MEN s'enfonce. «En prenant comme hypothèse un prix de 1.000 DH par tablette, et comme cible les deux millions d'élèves bénéficiaires de Tayssir, il faudrait 2 milliards de DH de budget. Nous ne pouvons pas le dégager aujourd'hui», annonce Saïd Amzazi. Pourtant, il existe des tablettes à des prix beaucoup plus abordables. Elles le seront encore plus au vu de la quantité. Mais de toute évidence, les plus démunis sont clairement laissés pour compte.

En somme, si la classe qui injecte de l'égalité et où les enfants découvrent la vie en société et les compromis demeure l'apprentissage pédagogique le plus prisé par le triptyque parents-élèves-enseignants, l'école en ligne peut amener à une redéfinition du rôle de l'enseignant en mettant en place de façon pérenne de nouveaux canaux de communication.

Chady Chaabi



Les cours en ligne ont permis de renforcer les liens entre profs et parents d'élèves, mais en parallèle, ils ont aussi révélé des inégalités et ce n'est pas près de s'arrêter

Trois syndicats appellent à l'adoption de l'enseignement à distance si la situation l'exige



Trois syndicats de l'enseignement ont appelé le ministère de tutelle à adopter l'enseignement à distance jusqu'à ce que la situation épidémiologique devienne claire en vue de prendre la bonne décision concernant le reste de l'année scolaire.

Dans une lettre adressée au ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, la coordination syndicale composée du Syndicat national d'enseignement (SNE affilié à la FDT), de la Fédération nationale d'enseignement (UMT) et de la Fédération autonome de l'enseignement (UGTM) a proposé la signature des PV (signature électronique, signature à la direction de résidence ou du travail) en cas d'impossibilité ou de difficultés, tout en appelant à la préparation de scénarios possibles et efficaces pour faire face aux fluctuations de la situation épidémiologique afin de prendre les décisions appropriées au niveau des régions, des provinces, des villes et des établissements d'enseignement au cours des prochaines étapes.

En ce qui concerne le modèle pédagogique, les syndicats ont souligné la nécessité d'adopter l'enseignement à distance et l'auto-

apprentissage au cas où la situation épidémiologique actuelle perdurerait huit semaines, de septembre à fin octobre.

La coordination syndicale a exigé de fournir gratuitement l'accès à un internet de qualité à tous les élèves et cadres pédagogiques et administratifs, afin d'assurer l'égalité des chances, de distribuer des équipements électroniques aux élèves dans le cadre du soutien social et de garantir une logistique appropriée aux cadres pédagogiques et administratifs.

Elle a également appelé à l'évaluation de l'enseignement à distance et de l'auto-apprentissage deux mois après leur adoption et à adapter le système d'enseignement en fonction de la situation épidémiologique aux niveaux national, régional, local et institutionnel.

La coordination syndicale tripartite a également souligné la nécessité de constituer des comités mixtes composés des autorités sanitaires et locales au niveau des régions et provinces ainsi que des syndicats et de divers partenaires et représentants des familles pour prendre les décisions appropriées liées à la région, à la province, à la ville ou au village, ou au niveau de l'établissement d'enseignement auquel la décision doit être confiée en se fondant toujours sur les dé-

cision et directives du Comité scientifique technique et consultatif du ministère de la Santé pour la gestion du Covid-19.



Sadek Rghioui
Il n'existe pas de recette toute faite pour tous les établissements scolaires, toutes les régions, toutes les provinces et toutes les villes

« Notre vision repose sur un certain nombre d'objectifs et de fondements, dont le plus important est de préserver la santé de toutes les familles, des citoyens, des élèves et de tous les cadres administratifs et éducatifs et de garantir le principe d'égalité des chances pour tous les élèves, quel que soit leur niveau social ou de classe », a tenu à préciser Sadek Rghioui, secrétaire général du SNE-FDT, dans une déclaration à Libé.

Selon lui, « il n'existe pas de recette toute faite valable pour tous les établissements scolaires, toutes les régions, toutes les provinces et toutes les villes. Des mesures doivent être prises en fonction de la situation de chaque cas séparément et en fonction de l'évolution de la situation épidémiologique qui varie jour après jour et semaine après semaine ».

A propos de la proposition du ministère de l'Éducation nationale consistant à laisser aux parents d'élèves le choix du type d'enseignement, présentiel ou à distance, Sadek Rghioui a souligné qu'elle « est erronée et doit être abandonnée ». « Je crois que pareille décision doit émaner directement du ministère de l'Éducation nationale en fonction de la situation épidémiologique et s'appliquer à tous les

élèves d'une institution, d'une ville, d'une province ou d'une région. Car il est aberrant de voir les élèves d'une institution ou d'une ville se diviser en deux camps : ceux qui étudient à distance et ceux qui étudient en classe. Cela porte atteinte au principe d'égalité des chances auquel nous tenons », a-t-il souligné. Et le responsable syndical d'ajouter : « La décision d'ouvrir un établissement ou de poursuivre des études soit à distance, soit en présentiel, doit être prise au niveau des comités créés au niveau des régions et des provinces et impliquer les fonctionnaires et cadres du ministère de l'Éducation nationale, ceux du ministère de la Santé ainsi que les autorités locales et les partenaires sociaux afin d'assurer sa bonne mise en œuvre ».

Sadek Rghioui a, par ailleurs, souligné que la réussite de toute vision concernant la prochaine rentrée scolaire nécessite la mobilisation des enseignants. Cela passe, selon lui, par « la réponse du gouvernement et du ministère de l'Éducation nationale à leur cahier revendicatif et à leurs revendications justes et légitimes et par la mise en œuvre des accords conclus en 2019 et 2020 entre les syndicats et le gouvernement ».

Mourad Tabet

Le Soudan du Sud réitère son soutien à notre intégrité territoriale

Nasser Bourita reçoit les nouveaux ambassadeurs d'Ukraine, du Vietnam et des EAU

Le Soudan du Sud soutient "clairement" la position du Maroc et la souveraineté du Royaume sur le Sahara marocain, ainsi que son intégrité territoriale, a affirmé mardi le nouvel ambassadeur de la République du Soudan du Sud, Riek Puok Riek.

"Nous avons clairement exprimé la position du Soudan du Sud au sujet de la question du Sahara: Nous soutenons le Royaume du Maroc dans sa position quant à cette question et appuyons la souveraineté du Royaume du Maroc et son intégrité territoriale", a indiqué dans une déclaration à la MAP Riek Puok Riek qui a présenté les copies figurées de ses lettres de créances au ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourita, en tant que nouvel ambassadeur de son pays au Royaume.

"Nous sommes un Etat souverain qui n'établit de relations qu'avec des Etats souverains", a-t-il insisté.

Lors de cette rencontre, les deux parties se sont réjouies de l'ouverture d'une ambassade du Soudan du Sud au Maroc, exprimant leur souhait de raffermir ces relations au service des intérêts des deux peuples frères.

A signaler, par ailleurs, que le ministre des Affaires étrangères, de

la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger a reçu mardi Vasylieva Oksana Yuriivna, venue lui présenter les copies figurées de ses lettres de créance en qualité d'ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de l'Ukraine auprès de S.M le Roi Mohammed VI.

La diplomate ukrainienne a auparavant occupé plusieurs fonctions au ministère des Affaires étrangères, avant d'être nommée en 2016 directrice adjointe, chef de section du dialogue ethno-confessionnel de la direction des Ukrainiens résidant à l'étranger et de la coopération humanitaire du ministère des Affaires étrangères de l'Ukraine.

Nasser Bourita, a également reçu, le même jour, Dang Thi Thu Ha, venue lui présenter les copies figurées de ses lettres de créance en qualité d'ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de la République socialiste du Vietnam, auprès de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Dang Thi Thu Ha a auparavant occupé plusieurs fonctions au ministère des Affaires étrangères de son pays avant d'être nommée, en juin 2018, directrice générale du département des relations économiques, scientifiques et technologiques, Commission d'Etat des Vietnamiens d'outre-mer, au



ministère des Affaires étrangères de la République socialiste du Vietnam.

Le chef de la diplomatie marocaine a aussi reçu, mardi, Al Asri Saeed Ahmed Aldhaheri, venu lui présenter les copies figurées de ses lettres de créance en qualité d'am-

bassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Emirats Arabes Unis auprès de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Al Asri Saeed Ahmed Aldhaheri a auparavant occupé le poste d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de son pays au

Royaume du Maroc de 2011 à 2016 et plusieurs autres fonctions dont notamment, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Emirats au Royaume du Bahreïn, aux Etats-Unis d'Amérique et au Royaume d'Arabie Saoudite.

Le Maroc appelle à instaurer une bonne gouvernance administrative et financière au sein de la Commission de l'UA



Le Maroc a réitéré, mardi à Addis-Abeba, l'impératif de la bonne gouvernance admi-

nistrative et financière au sein de la Commission de l'Union africaine à la veille de l'élection des nouveaux

leaderships de l'institution panafricaine. L'ambassadeur représentant

permanent du Royaume auprès de l'Union africaine (UA) et de la CEA-ONU, Mohamed Arrouchi, qui intervenait lors d'une réunion par visioconférence du Comité ministériel sur les contributions et barème des contributions, et du Comité des quinze ministres des Finances de l'UA, a souligné l'impératif d'une bonne gouvernance administrative et financière au sein de l'Union.

Lors de cette réunion consacrée à la présentation de l'état des contributions des Etats membres et au placement sous sanctions des pays en retard de paiement, le diplomate marocain a relevé que de telles mesures vont garantir l'efficacité et le rendement de la Commission de l'UA.

Le représentant permanent du Royaume auprès de l'UA et de la CEA-ONU a recommandé que la question de la bonne gouvernance administrative et financière soit un point permanent inscrit à l'ordre du jour des organes délibérants, afin de

permettre un échange régulier sur la gestion administrative et financière de l'institution, au moment où l'Union s'apprete à élire son nouveau leadership, lors du sommet de février 2021.

Rappelant les répercussions socio-économiques de la pandémie sur le continent, le diplomate marocain a noté que la flexibilité devrait être considérée dans cette conjoncture, en précisant que les Etats membres doivent honorer leurs engagements statutaires envers l'institution.

La délégation marocaine n'a cessé de rappeler l'impératif de la bonne gouvernance administrative et financière au sein de l'institution panafricaine, condition préalable pour toute action africaine commune, efficace et efficiente, au service des intérêts vitaux du citoyen africain. Et c'est dans ce sens que le Royaume plaide au sein de l'Union à la mise en œuvre du triptyque : responsabilité élargie, bonne gouvernance et reddition des comptes.

Un Algérien dans les starting-blocks pour succéder à Brahim Ghali

Alger manœuvre pour imposer Abdallah Lahbib Bellal à la tête du Polisario

La situation dans les camps de Tindouf, le ras-le-bol des populations, l'absence de perspectives, la prolifération de la gabegie et la persistance des détournements des aides internationales ont démontré l'incompétence de Brahim Ghali et ses compagnons auxquels l'Algérie a, jusque-là, accordé sa confiance et apporté son aide.

Bien qu'originnaire de Tan Tan, Brahim Ghali appartient à la fraction Oulad Chikh qui est issue de l'entité Rguibat Sahel ; laquelle se répartit entre le nord de la Mauritanie et le Sahara marocain et qui, de ce fait, est honnie par les Rguibat Charg répartis, quant à eux, entre Algériens de Tindouf, Laabacla, Béchar et Azaouadi.

Parmi les missions prioritaires assignées par le parrain algérien à Brahim Ghali, celle de calmer les esprits dans les camps et de faire régner un climat de confiance entre la direction et les populations, ce qui est loin d'être acquis. Surtout après la découverte dans l'un des camps de plusieurs dizaines de dépouilles de victimes de Covid-19 dont le Polisario réfutait

l'existence.

Une autre mission non moins difficile concernait l'extension du peuplement des zones tampons par les séparatistes que Brahim Ghali n'arrive pas à prendre.

A ceci s'ajoute l'impopularité grandissante de la direction avec à sa tête Brahim Ghali. Impopularité qui est à l'origine de la naissance de nombreux mouvements dissidents dont le dernier-né est le Mouvement sahraoui pour la paix (MSP).

Toutes ces données ne sont pas pour satisfaire les décideurs algériens qui, selon les dernières informations qui nous parviennent des camps, prévoient la convocation d'un minicongrès extraordinaire pour désigner un nouveau chef du mouvement séparatiste dont le choix, malgré toutes les spéculations, semble être porté sur un Sahraoui algérien originaire de Rguibat Charg, en la personne de l'expseudo ministre de la Défense, Abdallah Lahbib Bellal, écarté du dernier gouvernement de Ghali.

Natif de Tindouf, Abdallah Lahbib jouit du soutien des autorités al-



gériennes et de tous les Rguibat algériens du Charg qui, aujourd'hui, constitue la majorité des populations des camps de Tindouf dont à peine 2% proviennent des provinces

marocaines du Sahara.

Si les autorités algériennes confirment Abdallah Lahbib à la tête du Polisario, cela signifiera que les généraux d'Alger ont décidé de se débarrasser

de tous les Sahraouis originaires de l'ex-Sahara espagnol tout en gardant ce logo pour continuer à s'en servir contre l'intégrité territoriale du Maroc.

Ahmadou El-Katab

Les allégations fallacieuses sur le Sahara marocain détricotées à Pretoria

L'ambassadeur du Maroc en Afrique du Sud monte au créneau



Dans le cadre de sa campagne de communication intitulée «Entre mythes et réalités: comprendre le différend régional autour du Sahara marocain», l'ambassadeur du Maroc à Pretoria a diffusé, mardi, une nouvelle séquence vidéo d'une série de capsules déclinant les vérités historiques et les pertinences politiques concernant la question du Sahara marocain.

Dans cette vidéo, l'ambassadeur du Maroc en Afrique du Sud, Youssef Amrani, a déconstruit, fait et droit à l'appui, les allégations fallacieuses qui se réfèrent au Sahara marocain comme la «dernière colonie en Afrique».

Le diplomate est revenu, dans ce contexte, sur la justesse, les cohérences et les contextes des paramètres explicitement et exclusivement fixés par le Conseil de sécurité de

l'ONU pour parvenir à une solution définitive du conflit créé autour du Sahara marocain.

Il a souligné d'emblée qu'à la suite de la reconnaissance de l'application de l'option référendaire par l'ancien Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, il y a 20 ans, le Conseil de sécurité a appelé les parties à trouver une solution politique à ce différend régional.

Il a noté que le Conseil de sécu-

rité a défini des paramètres clairs pour la démarche à suivre. Dans sa dernière résolution, le Conseil a souligné la nécessité de parvenir à une solution politique réaliste, pragmatique et durable de la question du Sahara, fondée sur le compromis, a-t-il dit. Et d'ajouter que le Maroc, ne déviant pas de cette perspective, a, en toute responsabilité et avec la sérénité et l'engagement qui s'imposent, toujours adopté une démarche constructive et entrepris une action diplomatique au diapason de la légalité internationale.

C'est ce même esprit animé par un attachement indéfectible du Royaume à son intégrité territoriale et par un pragmatisme largement loué par la communauté internationale, qui a prévalu à la présentation de l'initiative d'autonomie par le Maroc en 2007, a encore dit Youssef Amrani, relevant que ce plan est une solution «gagnant-gagnant» qui représente une voie réaliste et pragmatique pour mettre fin à ce différend conformément aux orientations du Conseil de sécurité, seul organe habilité à traiter de la question.

Il a précisé que le plan d'autonomie «apporte l'espoir d'un avenir meilleur pour la population de la région, met fin à la séparation et favorise la réconciliation».

Le diplomate a tenu à souligner

que le plan d'autonomie est approuvé et soutenu par une écrasante majorité de pays, en Afrique et ailleurs, et reste la seule proposition sur la table. Depuis 2007, les différentes résolutions du Conseil de sécurité ont souligné la prééminence de l'initiative marocaine, son sérieux et sa crédibilité, a-t-il indiqué.

L'ambassadeur a, d'autre part, mis en avant l'attachement du Maroc à l'exclusivité du processus onusien, conformément à la décision 693 du sommet de l'Union africaine, tenu à Nouakchott en juillet 2018.

L'organisation panafricaine a consacré, dans cette décision, l'exclusivité de l'ONU, empêchant ainsi l'émergence de toute voie parallèle ou alternative susceptible de nuire au processus engagé au sein du Conseil de sécurité, a encore dit Youssef Amrani.

Cette approche est aujourd'hui consacrée, a souligné l'ambassadeur, par une dynamique onusienne appelant toutes les parties, à savoir le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie et le mouvement séparatiste du Polisario, à poursuivre les pourparlers dans le cadre des tables rondes de Genève afin de parvenir à une solution politique durable, pragmatique et basée sur le compromis, conformément aux paramètres fixés par le Conseil de sécurité onusien.

223 procès à distance tenus du 17 au 19 août

Un total de 223 audiences ont été tenues à distance dans les différents tribunaux du Royaume du 17 au 19 août, au cours desquelles 4.382 affaires ont été mises au rôle, a indiqué mardi le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ).

5.085 détenus ont bénéficié de procès à distance qui se sont déroulés dans le respect total des garanties nécessaires et des mesures sanitaires adoptées pour la lutte contre le risque de propagation du Covid-19, a précisé le CSPJ dans un communiqué.

Ces données numériques, qualifiées de "très positives", mettent en avant les efforts consentis par les différents partenaires pour mettre en œuvre les procès à distance en tant que choix stratégique nécessaire, en veillant à établir un équilibre entre le droit des détenus à un procès équitable et le devoir des tribunaux de continuer à s'acquitter de leurs obligations et fonctions constitutionnelles et en matière de droits de l'Homme, tout en assurant les mesures de santé pour tous, selon la même source.

Face à l'évolution de la situation épidémiologique et l'augmentation du nombre des cas, la responsabilité nationale et humaine exige aujourd'hui une intensification des efforts et une mobilisation de tous les moyens matériels et des ressources humaines avec le strict respect des



mesures sanitaires et préventives nécessaires au niveau des différents services de la justice, relève la même

source. A cet effet, le CSPJ veillera à accompagner et à mettre en œuvre le projet des audiences à distance tout

en faisant respecter les orientations et les mesures liées à la santé et la sécurité des usagers, des professionnels

et du personnel des différents tribunaux du Royaume, conclut le communiqué.

Report des examens de la session de printemps à l'Université de Fès



L'Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès (USMBA) a annoncé, mardi, le report à une date ultérieure des examens de la session de printemps 2019-2020 pour l'ensemble des filières, prévus initialement au cours de la première semaine de septembre prochain.

Cette décision a été prise lors d'une réunion du conseil de coordination de l'université, consacrée à l'examen de l'organisation de cette session et des mesures préventives à prendre pour limiter la propaga-

tion du coronavirus, indique l'USMBA dans un communiqué.

Elle intervient également, selon la même source, suite au communiqué du département de tutelle relatif à l'achèvement de l'année universitaire 2019/2020 et aux préparatifs de la rentrée universitaire 2020/2021.

L'université de Fès a, toutefois, réaffirmé la tenue des examens de la session de printemps à distance pour la saison universitaire 2019/2020 dans les établissements à accès limité et pour les filières de

la licence professionnelle, du Master et du Master spécialisé dans les établissements à accès ouvert.

Selon l'USMBA, il sera procédé incessamment à la mise en place sur le portail de l'université d'une plateforme de préinscription pour les examens en présentiel dans les filières de la licence fondamentale. Cette plateforme devrait permettre aux candidats de choisir leur centre d'examen de proximité.

Chaque établissement universitaire annoncera dans les prochains jours, sur la base des décisions de ses structures, le planning et les mesures organisationnelles de ces examens à distance ou en présentiel.

L'USMBA a souligné, par ailleurs, que tout étudiant atteint du coronavirus se doit de le déclarer via la plateforme de préinscription aux examens pour lui permettre de passer ces épreuves après sa guérison.

Tout étudiant se présentant aux examens alors qu'il est au courant de son infection et ne l'a pas déclaré s'expose aux sanctions administratives et pénales en vigueur, a averti l'université.

La société civile d'Al Hoceima mobilisée en faveur du don de sang

Des associations de la société civile ont lancé plusieurs initiatives visant à encourager les citoyens à donner leur sang, afin de combler le déficit enregistré en cette matière vitale.

Ces initiatives visent à mettre en avant les bienfaits du don de sang et à sensibiliser à l'importance de cette action humanitaire qui requiert l'engagement des citoyens pour sauver de nombreuses vies.

Dans ce contexte, l'Association des amis des malades de l'hôpital Mohammed V d'Al Hoceima a exhorté les citoyennes et citoyens à donner leur sang tout au long de cette semaine, en vue de renflouer les réserves de sang au niveau de la province d'Al Hoceima.

L'Association a précisé que le Centre provincial de transfusion sanguine d'Al Hoceima enregistre un déficit important dans les stocks de sang, ce qui constitue une menace pour la vie de dizaines de patients, notamment les personnes souffrant de maladies chroniques et les cas urgents, appelant les citoyens à faire preuve de solidarité et de générosité, afin de pallier le manque de sachets sanguins.

Pour sa part, l'Association Tamourt pour le développement et la coopération à Al Hoceima avait annoncé qu'elle va organiser une caravane pour sensibiliser à l'importance du don de sang pour sauver la vie de nombreuses personnes.

Cette initiative ambitieuse en particulier de consolider la culture du don de sang et de promouvoir les valeurs de solidarité et d'altruisme au sein de la société, afin de contribuer à sauver la vie des patients qui ont besoin de cette matière vitale.

Mehdi Alaoui, vice-président de l'Apebi

Les start-up ont été impactées de manière foudroyante par les difficultés financières

L'onde de choc provoquée par la crise sanitaire du coronavirus n'a épargné aucune composante de l'économie marocaine. Les start-up, ces structures aussi agiles et novatrices qu'elles soient, en accusent lourdement le coup. Si certaines ont brillé de mille feux en contribuant à l'effort national de lutte contre le Covid-19, d'autres sont au bout du gouffre.

Dans une interview accordée à Safaa Ben-nour de l'agence MAP, Mehdi Alaoui, vice-président de la Fédération marocaine des technologies de l'information, des télécommunications et de l'offshoring (Apebi) et fondateur de la start-up Factory, dresse un bilan de l'impact de la crise sanitaire sur les start-up et propose des solutions leur permettant de s'adapter et d'agir en parfaite synergie.



Comment les start-up marocaines ont été impactées par la crise de Covid-19 ? Quelle incidence sur les modalités de financement ?

Les start-up marocaines ont su démontrer leur capacité à évoluer dans les contextes les plus difficiles. Selon une étude menée par la start-up Square, la quasi-totalité des entrepreneurs sondés (87%) assurent avoir sans grande difficulté adapté leur travail au contexte. Une résilience et une adaptation qui varient tout de même selon le stade de développement commercial des start-up ou des secteurs d'activité.

De même, certains secteurs ont connu une importante croissance durant cette période. C'est bien connu : toute crise est source d'opportunité. Une opportunité que les start-up actives dans l'industrie de l'e-commerce ou encore la fintech ont su saisir.

Néanmoins, 13% des start-up interrogées (dont une sur cinq ayant plus de 2 ans) ne pensent pas pouvoir survivre à la crise.

Par ailleurs, les start-up ont été impactées de manière foudroyante par les difficultés financières : 64% d'entre elles déclarent disposer de moins de trois mois de trésorerie. Elles conçoivent leur stratégie de développement à flux tendu commercialement, et les imprévus financiers pèsent lourd sur leur avenir.

Trop souvent, le Covid-19 a suscité malheureusement des retards voire l'annulation des contrats. On a également assisté à une détérioration des modalités de financement, alors qu'on aurait dû saisir l'occasion et profiter du savoir-faire des start-up pour se renouveler et se digitaliser notamment pendant cette crise.

Justement, dans quelle mesure les start-up marocaines pourront-elles accompagner la transformation digitale du pays, devenue plus pressante avec la crise de Covid-19 ?

Les start-up sont bien placées pour répondre à cette crise. On a re-

marqué ces derniers mois que plusieurs start-up ont créé des prototypes et des solutions contre le Covid. Ces solutions permettent aux grandes entreprises de se digitaliser de manière plus rapide, plus disruptive et beaucoup moins chère.

On a vu également des start-up actives dans le domaine médical et qui ont développé des solutions permettant aux citoyens d'avoir accès à des consultations à distance, ou encore dans le domaine de l'éducation pour des solutions de formation à distance.

Aujourd'hui, on peut être fier d'avoir des jeunes start-up qui sont capables de réinventer les choses de manière plus rapide et moins chère. Il faut qu'on leur fasse confiance, sans cette confiance on ne peut pas aller loin. Il faut également leur donner les outils pour qu'ils puissent travailler, grandir et émerger à partir du Maroc.

Par rapport à quelques initiatives menées depuis le déclenchement du Covid, je rappelle que l'Apebi a monté un programme "Hackcovid" avec plusieurs corporates et institutions nationales et internationales avec pour objectif d'encourager un nombre de start-up à innover et les aider sur quatre niveaux :

- 1) les financer,
- 2) les connecter aux ministères pour déployer leurs solutions,
- 3) les mentorer
- 4) les médiatiser.

Nous avons reçu à l'Apebi plus de 200 projets, dont 25 ont été accompagnés et 5 ont fait l'objet de success stories.

En outre, plein d'autres initiatives ont vu le jour comme "Hackathon" ou encore le programme de Bootcamp réalisé par l'Association Maghreb start-up network avec plus de 16 corporates et 16 start-up et qui a décollé vers une trentaine de RDV entre ces institutions, ainsi que d'autres programmes en cours ou à venir.

Comment le programme "Intelaka" pourra-t-il jouer son rôle dans l'accompagnement et la relance des start-up durant cette crise ?

Justement le Programme intégré d'appui et de financement des entreprises "Intelaka", lancé par SM le Roi, est un excellent programme. Initié avant le Covid, ce programme arrive dans un moment où les start-up en ont besoin.

Sachant que le Covid mènera à une hausse de chômage, le programme "Intelaka" va naturellement permettre à plusieurs jeunes de se lancer dans l'entrepreneuriat et pourquoi pas dans les start-up et l'innovation, d'autant plus que le digital a pris une place énorme grâce au Covid. C'est le moment de lancer des start-up.

Avec le programme Intelaka, on règle le problème du financement. Je rappelle qu'on peut aller jusqu'à 1,2 million de dirhams avec un taux de 2%, ce qui est juste une aubaine pour ceux qui veulent se lancer dans le digital et dans les start-up. C'est une occasion à ne pas rater ! D'habitude le financement est l'un des premiers problèmes bloquant pour l'ensemble des jeunes start-uppeurs. Donc là, il y a une vraie opportunité.

Maintenant, il faudrait que les banques puissent opérationnaliser ce programme, donner ce crédit aux personnes qui le demandent et qui remplissent bien sûr les conditions nécessaires. Il faut que les jeunes en profitent pour créer une nouvelle génération d'entrepreneurs.

Que recommanderiez-vous pour aider les start-up à se relancer et survivre à cette crise inédite ?

Tout d'abord, le conseil à donner aux start-uppeurs, c'est d'être encore plus agiles qu'à l'habitude, on passe par une phase extrêmement difficile. Certes de cette crise il y aura des perdants et des gagnants, mais je pense que les start-up auront des opportunités à saisir.

Il y a un autre élément très important relatif au cadre juridique et fiscal des start-up au Maroc, aujourd'hui, on n'en dispose pas encore. Intégré dans la future charte d'investissement, ce cadre serait de nature à aider et appuyer l'action des start-up marocaines à l'instar de ce qui se fait dans plusieurs autres pays africains, en particulier.

La question de confiance est aussi fondamentale. Il faut que les grandes entreprises ou les entreprises en général fassent confiance aux start-up parce que, in fine, le plus important pour une start-up c'est de trouver son marché. La prise de conscience est là, mais la confiance n'est pas encore bien installée. On commence à travailler avec les start-up, mais les délais de paiement restent excessivement longs. Il faut donc concevoir et recourir à des contrats adaptés pour les start-up.

La start-up doit être aussi accompagnée. Il existe différents types d'acteurs dans l'écosystème qui sont à même de les aider dont les incubateurs/accélérateurs. Au Maroc 16 incubateurs sont labellisés et il existe plus d'une cinquantaine, mais je pense qu'il faut les multiplier encore pour pouvoir accompagner ces start-up.

Ces incubateurs sont uniquement et malheureusement financés par des structures de coopération internationale mais très peu aidés localement. S'agissant du financement, au-delà des crédits, il y a d'autres catégories de financement comme les business angels.

On a démarré avec la création de près de 4 réseaux au Maroc. Ces réseaux doivent être accompagnés et se doivent de gagner en termes d'investisseurs. Cette catégorie de business angels est cruciale et déterminante pour la réussite de l'écosystème des start-up.

Il s'agit donc d'un écosystème où chaque acteur est lié à l'autre. Il faut fonctionner de manière plus globale et faire la boucle de A à Z.

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

HORizontalement

- 1- Doné
- 2- Négligée - Tout savant
- 3- Ville de France - Rapport
- 4- Poisson - Poème chanté
- 5- Il se lève - Père de Jason
- 6- Très coûteuse
- 7- Calmés
- 8- Donne le cachou - Id est - Caché
- 9- Dévêtu - Palmiers d'Australie
- 10- Pareil - Vraie

VERTICALEMENT

- 1- Très bruyante
- 2- Matière à mèches - Artère
- 3- Sans épaisseur
- 4- Cardinal - Fast-food
- 5- Ecluse - Possessif - Erbium
- 6- Direction - Fabrique
- 7- Ou, dans un sens - Surannée
- 8- Amidonner - L'absent
- 9- Plat - Devant le boucher
- 10- Grecque - Indésirable

Solution mots croisés d'hier

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	C	A	R	N	A	S	S	I	E	R
2	O	L	E	I	N	E		D	C	A
3	M	E	N	E	S	T	R	E	L	S
4	M	A	S		E	S	E		A	E
5	U	S	E	E				V	O	T
6	N		I	M	A	G	I	N	E	
7	I	N	G	E	N	I	E	U	R	S
8	S	A	N	T	E		N		A	I
9	M	I	E		E	N	N	U	I	S
10	E	T	R	E	S		E	N	T	E

Grilles de sudoku

Facile

3				2	5	1		
		5	9	4				
		4	8	6		7		9
	6							4
	2	7	3	1	4	8	6	
4							3	
6	2		9	7	5			
			8	6	4			
		9	1	3				7

Moyen

		1		3		8		4
				2			6	
			4	9	8	7		
1								
2	4	6	1	5	9		8	
								5
		3	1	6	2			
	8			5				
7	2		8		6			

Difficile

				4	2	5		
		4	6				3	
	7	5				1	6	
		7						6
	1			2			5	
3						7		
	6	1				8	9	
	3				5	6		
		9	3	8				

Expert

				2	5			9
9			7					
	6	1			8			
				4	6		2	
	2			3			7	
8		6	2					
			3			7	9	
				6				8
3			8	7				

Rappel des règles

Remplir chaque carré de 9 cases par des chiffres allant de 1 à 9. Aucun de ces chiffres ne doit apparaître deux fois dans la même case, la même ligne ou la même colonne.

Solution sudoku d'hier

Facile

4	9	6	5	7	2	1	8	3
1	7	8	9	3	4	6	2	5
2	3	5	8	1	6	4	7	9
8	1	3	2	4	5	9	6	7
5	6	2	3	9	7	8	4	1
9	4	7	6	8	1	5	3	2
3	5	9	7	6	8	2	1	4
6	2	1	4	5	3	7	9	8
7	8	4	1	2	9	3	5	6

Moyen

2	6	7	9	4	1	3	5	8
9	1	3	8	5	7	4	2	6
5	4	8	3	2	6	1	7	9
1	8	4	6	7	2	9	3	5
7	3	5	1	9	4	8	6	2
6	2	9	5	3	8	7	1	4
3	7	6	4	8	5	2	9	1
4	5	2	7	1	9	6	8	3
8	9	1	2	6	3	5	4	7

Difficile

1	7	5	6	9	2	4	8	3
9	8	2	4	3	1	7	5	6
4	6	3	5	8	7	1	2	9
6	1	9	3	5	8	2	4	7
8	2	4	7	1	6	3	9	5
3	5	7	2	4	9	6	1	8
2	9	8	1	6	3	5	7	4
5	3	1	9	7	4	8	6	2
7	4	6	8	2	5	9	3	1

Expert

4	5	3	6	7	1	2	8	9
2	9	7	4	3	8	6	1	5
6	1	8	9	2	5	4	7	3
8	7	4	1	9	2	3	5	6
9	3	1	5	6	7	8	2	4
5	2	6	8	4	3	1	9	7
7	6	2	3	1	9	5	4	8
1	4	5	7	8	6	9	3	2
3	8	9	2	5	4	7	6	1

L'impact massif du Covid-19 sur le tourisme pourrait réduire le PIB mondial de 1,5% à 2,8%



Il est désormais admis que le tourisme a été parmi les secteurs les plus durement touchés par la pandémie de coronavirus (Covid-19) et qu'aucun pays au monde n'a été épargné par cette crise d'une ampleur et d'une portée sans précédent.

En l'espace de cinq mois, « entre janvier et mai, la baisse soudaine et rapide des arrivées de touristes a coûté environ 320 milliards de dollars. C'est trois fois plus important que l'impact de la grande récession de 2007-2009 sur notre secteur - et ceci uniquement pour les cinq premiers mois de l'année », a annoncé la semaine dernière Zurab Pololikashvili, le Secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT).

L'impact de la crise sur ce secteur capital pour l'économie mondiale est tel que « pas moins de 100 millions d'emplois directs dans le secteur du tourisme sont menacés et que la chute massive des recettes d'exportation du tourisme pourrait réduire le PIB mondial jusqu'à 2,8% », a averti le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres.

En effet, selon les prévisions des analystes de l'OMT, les arrivées de touristes internationaux pourraient chuter de 58% à 78% cette année, ce qui mettrait en péril jusqu'à cent millions d'emplois directs dans le secteur du tourisme.

L'impact massif sur le tourisme international et national aura des répercussions plus larges et pourrait réduire le produit intérieur brut mondial de 1,5% à 2,8%, poursuit l'organisation. Tandis que le recul des dépenses touristiques pourrait se situer entre 910 et 1.200 milliards de dollars.

Considérés comme étant les groupes les plus représentés dans le secteur touristique, de même que les travailleurs de l'économie informelle, l'agence onusienne souligne que les plus menacés sont les femmes et les jeunes de 15 à 24 ans. Selon toujours les mêmes prévisions, les flux mondiaux d'investissements étrangers directs pourraient diminuer de 40% en 2020. Une situation que devraient connaître également les pays développés.

Considéré comme l'un des secteurs économiques les plus importants du monde, le tourisme fournit « des moyens de subsistance à des centaines de millions d'autres personnes », tout en « stimulant les économies et en permettant aux pays de prospérer », a rappelé António Guterres dans une note d'orientation traitant des effets de la pandémie sur le secteur du tourisme intitulée « Tourisme et Covid-19 ».

Le secteur touristique permet, en même temps, « aux gens de découvrir certaines des richesses culturelles et naturelles du monde et de se rapprocher les uns des autres,

mettant en évidence notre humanité commune », a-t-il poursuivi dans sa note de synthèse qui expose les répercussions probables de la pandémie sur le tourisme mondial et ce que cela pourrait signifier pour l'emploi, les moyens de subsistance et le développement économique.

Comme l'a relevé l'OMT dans un communiqué, ledit document donne dans le même temps un aperçu du rôle du tourisme dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), s'agissant notamment de l'égalité des sexes, de l'intégration et de la préservation du

patrimoine naturel et culturel. Il présente également des exemples de mesures prises par les gouvernements pour soutenir les emplois dans le secteur du tourisme, préserver la biodiversité et la culture et relancer le tourisme en toute sécurité.

Il est à souligner qu'en dépit des prévisions on ne peut plus inquiétantes, Zurab Pololikashvili affirme que « le redémarrage en toute sécurité du tourisme est possible ».

Ainsi, dans sa note de synthèse, basée sur les dernières données livrées par l'OMT, avec des contributions de diverses institutions dont l'OAACI, l'OIIT, l'OMI, le Centre du commerce international, CNUCED, le PNUD, l'UNESCO, l'OMS et l'OMC, le Secrétaire général de l'ONU fait des recommandations à l'intention des décideurs politiques axées sur le rôle de l'innovation, de la numérisation, de la collaboration et de la durabilité.

Il s'agit de cinq domaines prioritaires clés identifiés par l'OMT « pour que le tourisme revienne et favorise une reprise plus large ». Des propositions que les gouvernements et le secteur privé ont le devoir de mettre en action, souligne-t-on sur le site officiel de l'organisation.

Pour faire redémarrer le tourisme, António Guterres propose concrètement d'atténuer les impacts socioéconomiques préjudiciables aux moyens de subsistance, en particulier pour ce qui est de l'emploi

des femmes et de la sécurité économique.

Il estime aussi important de stimuler la compétitivité et renforcer la résilience, notamment par la diversification, avec la promotion du tourisme national et régional lorsque cela est possible, et par la facilitation d'un environnement commercial propice pour les MPME.

Autre proposition : faire progresser l'innovation et la transformation numérique dans le secteur du tourisme, notamment par la promotion de l'innovation et l'investissement dans les compétences numériques, en particulier pour les travailleurs temporairement sans emploi et pour les demandeurs d'emploi.

Selon le Secrétaire général des Nations unies, le redémarrage exige aussi de favoriser la durabilité et la croissance verte pour réussir la transition vers un secteur du tourisme résilient, compétitif, économe en ressources et neutre en carbone.

Enfin, selon lui, il va falloir également promouvoir la coordination et les partenariats pour redémarrer et conduire le secteur vers la réalisation des ODD, en veillant à ce que le redémarrage et la reprise du tourisme mettent les gens au premier plan et en travaillant ensemble pour alléger et lever les restrictions de voyage de manière responsable et coordonnée.

Alain Bouthy



Faire en sorte que le secteur retrouve sa position de fournisseur d'emplois décents, de revenus stables et de protection de notre patrimoine culturel et naturel

Prolongation pour six mois des certificats délivrés aux entreprises de BTP

Le ministère de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau a annoncé, mardi, la prolongation pour six mois des certificats de qualification et de classification des entreprises et des laboratoires de BTP, ainsi que l'agrément des bureaux d'études dont la date de validité a expiré ou expire entre le 20 mars et le 30 novembre 2020.

Cette prolongation ne s'applique pas aux entreprises, laboratoires et bureaux d'études dont les dossiers ont été traités par les commissions et dont les certificats

y afférents ont été émis avant la publication de ce communiqué.

“Les certificats concernés par cette prolongation ne peuvent pas être présentés aux appels d'offres ouverts avant la publication de ce communiqué”, précise le département. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des mesures préventives visant à limiter la propagation de la pandémie de Covid-19 pour assurer la sécurité des fonctionnaires du ministère et des usagers.

La CMT affiche un chiffre d'affaires en baisse au premier semestre

Le chiffre d'affaires de la Compagnie minière de Touissit (CMT) a atteint 190 millions de dirhams (MDH) au 1er semestre 2020, en recul de 24% par rapport à la même période une année auparavant. Dans un communiqué sur ses indicateurs trimestriels à fin juin 2020, CMT explique cette baisse essentiellement par la chute des cours du plomb et du zinc, compensée légèrement par la hausse du cours de l'argent. Ce recul est également le résultat de l'impact des régularisations des factures 2019 sur 2020, du report de l'expédition du lot zinc

au 2ème semestre ainsi que de la baisse du bilan des couvertures, ajoute la Compagnie.

Les investissements de la CMT se sont élevés, quant à eux, à 82 MDH (+217%) à fin juin, dont 56 MDH sur le seul deuxième trimestre (+158%). Cette augmentation est consécutive à la prise de participation dans la Joint-Venture avec Auplata Mining Group (AMG), selon la même source.

S'agissant de l'endettement, il a affiché une baisse de 28% par rapport à fin 2019, s'établissant ainsi à 172 MDH.

L'Association régionale de l'industrie hôtelière à Marrakech-Safi tire la sonnette d'alarme

Le président de l'Association régionale de l'industrie hôtelière à Marrakech-Safi (ARIH), Salah Eddine Naciri, a appelé à une approche solidaire pour atténuer les effets de la crise, soulignant que la situation est critique à cause de la pandémie liée au Covid-19 qui a impacté d'une manière inquiétante le système touristique national et qui a obligé les 240 établissements d'hébergement de Marrakech de rester fermés, sauf 49 qui ont osé ouvrir avec toutes les difficultés que cela représente.

Il a également fait savoir que la situation reste compliquée et que l'ARIH et les intervenants du secteur ont dû rester vigilants tout en opérant une gestion rigoureuse concomitamment avec cette conjoncture. Il a invité, à cet effet, tous les intervenants et professionnels du tourisme à rester optimistes, à réfléchir aux projets de développement du secteur dans la région et à adhérer pleinement à toutes les initiatives du ministère de tutelle et des administrations concernées afin de dépasser cette phase avec le minimum de dommages.

Rappelant la place qu'occupe le tourisme dans l'économie de la région et son rôle moteur pour les autres activités para-touristiques qui ont souffert pleinement de cette crise, Salah Eddine Naciri a rendu hommage aux efforts déployés par la ministre du Tourisme, de l'Artisanat, du Transport aérien et de l'Économie sociale et au soutien fort du wali au secteur. Il a également indiqué que plusieurs conventions sont prévues pour soutenir le secteur du tourisme et permettre sa relance.

Pour ce qui est des établissements ouverts (en activité), le président de l'ARIH a rappelé que ces unités ont mis en place les mesures sanitaires et sécuritaires préconisées par la Fédération de l'industrie hôtelière (FNIH), les ministères du



Tourisme, de l'Intérieur et de la Santé.

À l'issue de son entrevue avec le magazine du Club de la presse, Salah Eddine Naciri a souligné l'importance de développer et d'encourager le tourisme intérieur

et de permettre aux familles de consommer les offres touristiques nationales.

Le président de l'ARIH a également rendu hommage aux efforts fournis par les autorités locales, la sûreté nationale, la gen-

darmérie, les forces auxiliaires et le corps médical dans leur combat sans relâche contre la pandémie et pour permettre à toute l'économie de retrouver sa santé, ce qui rendra au secteur du tourisme son habituel éclat.



La situation du secteur est critique et les opérateurs demeurent vigilants

Table ronde sur la gestion de l'exportation et de l'importation des déchets solides au Maroc

L'Alliance marocaine pour le climat et le développement durable organisera, jeudi 27 août, une table ronde à distance sur la gestion des opérations d'exportation et d'importation des déchets solides au Maroc.

La rencontre, tenue sous le thème “La gestion des opérations d'exportation et d'importation des déchets solides au Maroc, entre les défis du cadrage juridique, la rentabilité économique, sociale et environnementale et le débat public”,

sera consacrée à l'analyse des contenus et des dispositions des deux arrêtés ministériels publiés, récemment, dans le Bulletin officiel, indique le bureau national de l'Alliance dans un communiqué.

La conférence se penchera sur différents axes, à savoir “Les dispositions juridiques et institutionnelles aux niveaux national et international”, “Quelle stratégie nationale et quelle politique publique dans le domaine de l'environnement et du développement

durable pour promouvoir le secteur des déchets au Maroc?”, “Quels sont les impacts économiques, sociaux et environnementaux pouvant résulter de l'importation des déchets?”, ainsi que sur le rôle de la société civile environnementale dans le renforcement des procédures, des mesures et des décisions des pouvoirs publics compétents pour la préservation de l'environnement et la réalisation du développement durable, à travers la gestion des dé-

chets importés, rapporte la MAP.

L'Alliance marocaine pour le climat et le développement durable, considérée comme le plus grand rassemblement des réseaux et des associations dans le domaine de l'environnement et du développement durable, a trois principales fonctions, à savoir le renforcement des capacités des organisations non gouvernementales et des acteurs, le dialogue avec les acteurs et les responsables ainsi que le plaidoyer sur des questions environne-

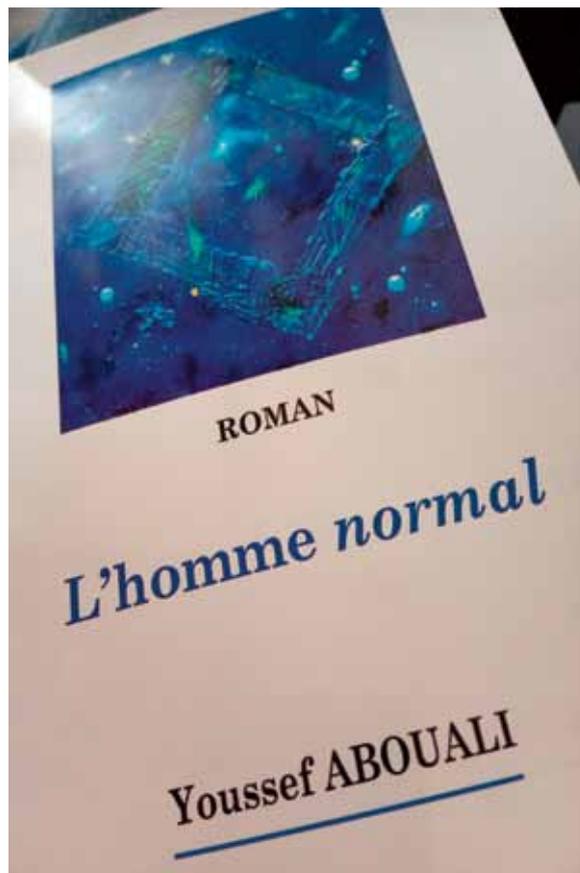
mentales, relève le communiqué.

L'Alliance estime que la véritable solution de toutes les problématiques actuelles liées à la gestion des déchets nécessite un changement radical de la politique générale en la matière, appelant à élaborer une vision participative de l'économie circulaire déterminant la responsabilité du producteur, du consommateur et de tous les départements gouvernementaux et des collectivités territoriales.

L'homme normal de Youssef Abouali *Un réquisitoire contre la médiocratie*

Dans la droite ligne du Passé simple de Driss Chaïbi, le roman de l'écrivain et professeur universitaire Youssef Abouali portant le titre de "L'homme normal" est un virulent réquisitoire contre une société et une culture considérées comme stériles et castratrices. L'action se situe au début du troisième millénaire et se déploie à travers trois miroirs qui correspondent à trois narrateurs. Chacun d'eux propose une vision de la même histoire dans une approche qui n'est pas sans rappeler le choix esthétiques d'un autre parrain littéraire de l'auteur, Albert Camus en l'occurrence. En effet, la première partie est sous forme d'un journal intime auquel ne manque que la précision exacte de l'année. Manque prémédité sans doute. Le lecteur comprend assez vite qu'il s'agit d'« un écrit sur commande » en faveur du psychothérapeute du héros. C'est un récit de tous les drames qui ont jalonné sa vie et l'ont amené à se faire suivre. Mais à peine l'illusion référentielle créée qu'un nouveau narrateur apparaît pour démentir tout ce qui a été pris pour de l'argent comptant. Les chapitres retrouvent dans la deuxième partie une organisation classique avec des numéros et l'utilisation des temps du

récit. Partie où l'on découvre les motivations purement expérimentales du héros qui se plaît à démasquer son thérapeute et sa discipline qui ne lui inspirent aucune confiance ; tout au contraire, il l'assimile à de la charlatanerie moderne et à l'exploitation sans vergogne de la vulnérabilité des souffrances des patients. La partie se termine sur les prémices d'une histoire d'amour foudroyante. A peine commencée que le narrateur disparaît définitivement pour laisser place à la narratrice de la troisième partie, l'âme de Malak. Profitant de son omniscience, elle livre sa version transcendante de la même histoire. Là encore, des changements profonds sont opérés tant au niveau formel que stylistique. Les chapitres ont désormais des titres. La langue est poétique et les verbes osent les temps du discours. Cette dernière partie, qui constitue la moitié du roman, est là pour montrer que Kaamil le héros et son amoureuse Malak sont des anges déchus dans une société qui cassetout individu qui prétend à une singularité ou une différence, une société qui assassine toute ambition jurant d'avec sa sacro-sainte normalité. Le roman est effectivement une interrogation sur cette notion et l'ironie qui

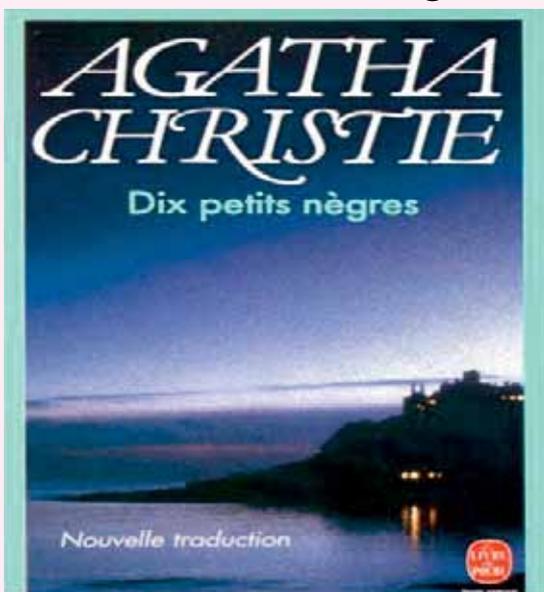


le parsème de bout en bout est une façon de dire que c'est une chimère, voire un frein qui empêche les individus de s'épanouir. Ainsi le héros qui est un professeur de littérature se sentant les capacités de ses grands auteurs favoris se voit récupéré par une réalité médiocre qui le condamne à réaliser non pas ses rêves grandioses de création et d'originalité mais ce derrière quoi toute sa classe socioprofessionnelle court le souffle coupé, les rêves

de monsieur-tout-le-monde, des droits primaires transmués par la force implacable de la médiocratie ambiante. Le roman se clôt sur un épilogue d'autant plus captivant qu'il brise l'équilibre parfait des trois parties (15 chapitres chacune) et qu'il n'en finit pas de rebondir jusqu'à la dernière ligne. Lisez-le ! Il ne vous laissera certainement pas indifférent.

Par Ahlam Eddaou
Agrégée de lettres françaises

Le livre "Dix petits nègres" d'Agatha Christie change de titre en français



Le best-seller de la romancière anglaise Agatha Christie "Dix petits nègres" ne s'appellera plus ainsi dans sa version française, a révélé mercredi RTL. Le nouveau titre parut mercredi au Masque s'intitule "Ils étaient dix", a-t-on appris auprès de l'éditeur.

La décision de changer le nom d'un des titres les plus connus de la "reine du crime" a été prise par l'arrière-petit-fils d'Agatha Christie, James Prichard, a précisé la radio. Le mot "nègre" qui était cité 74 fois dans la version originale du récit n'apparaît plus du tout dans la nouvelle édition traduite par Gérard de Chergé.

"Quand le livre a été écrit, le langage était différent et on utilisait des mots aujourd'hui oubliés", a affirmé à la radio celui qui dirige la société propriétaire des droits littéraires et médiatiques des oeuvres d'Agatha Christie. "Mon avis, c'est qu'Agatha Christie était avant tout là pour divertir et elle n'aurait pas aimé l'idée que quelqu'un soit blessé par une de ses tournures de phrases (...) Ça a du sens pour moi: je ne voudrais pas d'un titre qui détourne l'attention de son travail. Si une seule personne ressentait cela, ce serait déjà trop! Nous ne devons plus utiliser des termes qui risquent de blesser", a insisté James Prichard.

Le roman a été écrit en 1938 par Agatha Christie et publié en français en 1940. Le titre original est "Ten Little Niggers".

La France était l'un des derniers pays au monde à utiliser encore le mot "nègre" pour l'appellation du livre de l'auteure de "Mort sur le Nil". Aux États-Unis, le roman est publié sous le titre "And Then There Were None" ("Il n'en restait qu'un") depuis plusieurs décennies.

L'île où se déroule l'intrigue qui s'appelait "l'île du nègre" est devenue dans la nouvelle version "l'île du soldat".

Adapté au cinéma (notamment avec Charles Aznavour) et à la télévision, le livre est un best-seller mondial. Il s'est vendu à plus de 100 millions d'exemplaires. "C'est l'un des plus grands succès de tous les temps, c'est son plus grand succès et c'est le livre de crime le plus vendu de l'histoire", a rappelé James Prichard.

L'annonce du changement de titre du roman d'Agatha Christie a provoqué de nombreuses réactions sur les réseaux sociaux. "Il y a quelques mois encore, on était des milliers à rire de bon coeur des incultes qui s'indignaient de ce titre. Désormais, l'inculture triomphe et règne. #dix-petits-nègres", a ainsi posté le philosophe Raphaël Enthoven sur son compte twitter.

SM le Roi adresse un message de condoléances à la famille de Touria Jabrane



Sa Majesté le Roi Mohammed VI a adressé un message de condoléances et de compassion à la famille de l'artiste compétente feu Touria Jabrane Kraytif.

Dans ce message, SM le Roi affirme avoir appris avec une profonde émotion et affliction le décès de l'artiste distinguée feu Touria Jabrane Kraytif, que Dieu ait son âme.

En cette triste circonstance, le Souverain exprime aux membres de la famille de la défunte et ses proches et, à travers eux, à sa grande famille culturelle et artistique, Ses vives condoléances et Sa sincère compassion, implorant le

Tout-Puissant de leur accorder patience et réconfort.

Le décès de la défunte n'est pas seulement une perte pour sa petite famille, mais aussi pour la famille artistique marocaine en général, laquelle a perdu une artiste et actrice hors-pair connue pour sa contribution abondante, active et sérieuse au développement et au rayonnement de l'art théâtral et cinématographique dans notre pays, et au service du champ artistique et culturel national, affirme Sa Majesté.

En cette douloureuse épreuve, SM le Roi rappelle les qualités honorables de

feu Touria Jabrane Kraytif, qui "bénéficiât de Notre appréciation", eu égard à ses hautes qualités humaines, au dévouement et l'abnégation dont elle faisait preuve, en particulier dans l'exercice de ses fonctions gouvernementales, et aux valeurs de patriotisme sincère. Le Souverain dit également partager les sentiments de la famille de la regrettée suite à cette perte cruelle, implorant le Tout-Haut de rétribuer amplement la défunte, de l'entourer de Sa sainte miséricorde, de la rétribuer amplement des services qu'elle a rendus à la patrie et l'accueillir dans Son vaste paradis.

Bouillon de culture

Tupac et Biggie

Des lettres d'amour de Tupac adolescent et la couronne emblématique de Biggie seront mises aux enchères le mois prochain lors de la toute première vente de Sotheby's consacrée au hip-hop et à deux de ses stars les plus influentes. Ces objets seront mis à l'honneur le 15 septembre lors d'une vente qui comprendra plus de 120 lots: vêtements, bijoux et pièces liées au genre né dans le Bronx. La couronne mise aux enchères est celle que The Notorious B.I.G.— connu pour les classiques "Juicy", "Big Poppa" et "Hypnotize"— portait inclinée sur sa tête lors de sa dernière séance photo en 1997, trois jours seulement avant son assassinat à Los Angeles.

L'auteur de la photo, Barron Claiborne, a mis la couronne en plastique, destinée à introniser le rappeur comme "roi de New York", à la vente. Elle devrait partir pour 200.000 à 300.000 dollars. "Il ne s'agit pas tant de vendre l'objet que de vendre l'histoire derrière", explique à l'AFP Cassandra Hatton, commissaire à l'origine de la vente aux enchères, qui a vocation à devenir un événement annuel. "C'est un objet que nous reconnaissons tous. Vous avez juste à dire « la couronne de Biggie ». Même ma grand-mère, et j'adore ma grand-mère mais elle n'est pas vraiment branchée, même elle savait ce qu'était la couronne de Biggie", rigole-t-elle.

Cette vente aux enchères entend retracer l'histoire du hip-hop de sa naissance à la fin des années 70 jusqu'à aujourd'hui, en passant par son âge d'or des années 80-90.



Les condoléances de l'USFP

La disparition de Touria Jebrane est une grande perte pour le monde de l'art mais également pour tous les Ittihadis

Le Bureau politique de l'USFP a adressé un message de condoléances et de compassion à la famille de Touria Jebrane, dans lequel il affirme avoir appris avec une profonde affliction le décès de l'artiste et militante engagée. En cette douloureuse circonstance, l'USFP exprime aux membres de la famille et aux proches de la défunte, à sa grande famille artistique et à l'ensemble de ses amis et ses admirateurs, ses vives condoléances et ses sincères sentiments de compassion, pour la perte d'une des pionnières du théâtre national connue par son talent, sa créativité, sa démarche innovante et audacieuse et son action pour faire connaître le théâtre marocain aux niveaux arabe et international.

«La disparition de Touria Jebrane constitue une grande perte pour le monde de l'art et la culture mais également pour tous les Ittihadis qui ont perdu une sœur et une militante engagée», lit-on dans le message de condoléances de

l'USFP. «Le Maroc vient en effet de perdre l'un des piliers du monde du théâtre puisqu'il s'agit d'une personne unique qui a su ressusciter une part vivante du patrimoine théâtral marocain», précise-t-on. Et d'ajouter : «Tout au long de sa carrière, elle a travaillé avec de grands comédiens nationaux et arabes, multiplié les expériences et conquis les cœurs de milliers de fans. Sa notoriété dépassait les frontières nationales pour trouver écho un peu partout dans le monde arabe». «Elle a été honorée par S.M le Roi Mohammed VI en la nommant ministre de la Culture en 2007, faisant d'elle la première artiste ministre dans l'histoire contemporaine du Royaume», souligne le Bureau politique.

Le BP implore le Très Haut d'accorder patience et consolation à la famille de la défunte et de la rétribuer pour les actions qu'elle a accomplies au service de son art et de son pays et de l'accueillir dans son vaste paradis parmi les vertueux.



Traçages et tests pour éviter une deuxième vague de contamination



Traçage des personnes contaminées et tests Covid-19 obligatoires, pour passer une frontière ou embarquer à bord d'une croisière: face à la crainte d'une seconde vague, et d'un confinement, les mesures visant à isoler rapidement tout nouveau foyer de contamination se multiplient mercredi à travers le monde.

Depuis mardi, l'Espagne mobilise ainsi quelque 2.000 soldats pour renforcer ses opérations de traçage, afin de pallier un manque de moyens humains dans les régions les plus touchées. "Nous ne pouvons pas permettre que la pandémie recommence à prendre le contrôle de notre vie", insiste le chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez, déterminé à "casser cette deuxième courbe" de contagions.

En France voisine, également marquée par une hausse des contaminations, un renforcement des mesures anti-Covid a aussi été décidé, à Marseille, la deuxième plus grande ville du pays, baignée par la Méditerranée.

Le port du masque est devenu obligatoire depuis mercredi soir dans tout Marseille et les bars et restaurants doivent fermer à 23H00 dans tout le département des Bouches-du-Rhône, dont Marseille est la capitale. Et le groupe Costa Croisières, filiale de l'américain Carnival, effectuera des tests de Covid-19 sur tous les passagers de ses navires avant l'embarquement, à la reprise progressive de ses activités au départ des ports italiens le 6 septembre.

A l'autre bout du monde, la Corée du Sud va plus loin en repassant à partir de mercredi l'intégralité des établissements scolaires de Séoul et de sa région en enseignement à distance.

La Namibie a, quant à elle, annoncé la réouverture la semaine prochaine sous condi-

tions de son territoire aux touristes étrangers, une de ses principales sources de revenus. Mais ils devront présenter les résultats d'un test négatif datant de moins de 72 heures.

Au Brésil, le fils aîné du président brésilien Jair Bolsonaro, le sénateur Flavio Bolsonaro, a été diagnostiqué positif au coronavirus. "Je me soigne à la maison avec de l'hydroxychloroquine", a tweeté celui dont le père est un infatigable promoteur de ce traitement qui, selon plusieurs études scientifiques, est inefficace voire dangereux.

La légende jamaïcaine du sprint, Usain Bolt a également contracté le coronavirus, a confirmé son agent sur CNN, assurant que l'octuple médaillé d'or olympique, actuellement en quarantaine, "ne ressent aucun symptôme". "Je me suis réveillé comme tout le monde, j'ai regardé les réseaux sociaux où il est dit que j'ai le Covid-19. J'ai fait un test samedi pour quitter (la Jamaïque) parce que j'ai un travail à faire. J'essaie d'être responsable.

Je vais donc rester ici, en sécurité", avait déclaré Bolt. La pandémie de coronavirus continue sa lente progression, mais les dernières données hebdomadaires publiées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) montrent un ralentissement dans la plupart des régions, à l'exception de l'Asie du Sud-Est et de la Méditerranée orientale. Le bilan mondial des victimes de la pandémie établi par l'AFP à partir de sources officielles s'établit désormais à plus de 814.000 morts depuis fin décembre.

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché avec 178.347 décès, dont 1.132 sur les dernières 24 heures. Suit le Brésil avec 116.580 morts, dont 1.271 sur la même période (pendant laquelle la France a enregistré 16 décès, à titre de comparaison). Le virus continue de plomber les économies, notamment les sec-

teurs aérien et du tourisme, qui devraient mettre plusieurs années à s'en remettre.

Le Monténégro, dont l'économie dépend largement du tourisme, souffre, notamment le port de Kotor, habituellement submergé en cette saison de hordes de touristes et de ba-

teaux de croisière. "Nous sommes conscients désormais de notre dépendance de cette cohue estivale", reconnaît Branko Radulovic, qui loue des appartements dans cette ville classée au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Londres change d'avis sur le port de masques au collège

Le gouvernement britannique a révisé ses consignes sur le port de masques au collège en Angleterre, après avoir affirmé que ceux-ci n'étaient pas nécessaires, provoquant de nouvelles critiques mercredi sur sa gestion de l'épidémie de nouveau coronavirus. Dans les régions où la transmission du virus est élevée, les adultes et les élèves devront désormais se couvrir le visage lorsqu'ils se déplacent au sein des établissements secondaires.

Le port du masque ne sera cependant pas obligatoire dans les salles de classe, où les risques sont jugés moins élevés. Dans le reste du pays, le gouvernement ne recommande pas le port du masque, mais laisse les établissements décider "s'ils considèrent que cela convient à leur situation particulière", a indiqué le ministère de l'Education dans un communiqué publié mardi soir.

Ce changement de position s'appuie sur les recommandations de l'OMS exprimées vendredi en faveur du port du masque dès 12 ans pour lutter contre la transmission du virus.

Il intervient aussi au lendemain d'une décision similaire prise en Ecosse, chaque nation constitutive du Royaume-Uni ayant compétence en matière d'éducation.

Les directeurs d'établissements scolaires avaient poussé pour l'utilisation du masque, soutenus par le Labour, principal parti d'opposition, et des syndicats d'enseignants. Toutefois, la mesure ne satisfait ni le Labour, qui estime que le port du masque devrait être généralisé dans les parties communes des écoles, ni certains députés conservateurs.

"C'est impossible de comprendre pourquoi cela n'a pas été fait plus tôt", a jugé un député tory cité sous couvert d'anonymat par The Times. "C'est fiasco après fiasco, volte-face après volte-face", a-t-il déploré.

Un autre député conservateur, Marcus Fysh, a jugé que le gouvernement se "trompait complètement". "Les masques devraient être bannis des écoles", a-t-il affirmé sur Twitter.

Ce revirement s'ajoute à un autre sur la notation des examens, annulés cette année pour cause de coronavirus, un fiasco qui a conduit à la démission de la patronne de l'Ofqual, le régulateur des examens.

Ces controverses ont affaibli le ministre de l'Education, Gavin Williamson. Après avoir assuré il y a quelques jours à peine que les masques n'étaient pas nécessaires, il a justifié sa décision en affirmant que le gouvernement "écoutait les conseils scientifiques et médicaux les plus récents".

Derrière la lutte anticoronavirus au Brésil, la corruption

Ingrid dos Santos, infirmière dans un hôpital de campagne de Rio de Janeiro destiné à traiter le Covid-19, ne reçoit pas son salaire depuis mai, vraisemblablement englouti par la corruption, l'autre maladie derrière l'épidémie de coronavirus au Brésil. L'hôpital sous tente monté à Duque de Caxias, dans la banlieue de Rio, pour lequel cette infirmière de 28 ans a été embauchée n'a jamais ouvert.

Mais le salaire et l'indemnité de licenciement qu'elle était censée recevoir figurent bien sur son dossier de sécurité sociale - un signe révélateur au Brésil que quelqu'un vole l'argent public et essaie de le dissimuler. Son cas est emblématique des sommes considérables qui, selon les experts, ont été subtilisées dans le deuxième pays le plus touché au monde par la pandémie (3,6 millions de cas, 115.000 morts), en raison d'une maladie endémique bien plus ancienne: la corruption.

Le Brésil a une longue histoire de scandales de dessous-de-table et de pots-de-vin. Mais ces derniers semblent avoir atteint des sommets depuis le début de l'épidémie dans le pays. En avril, l'Etat de l'Amazonas aurait ainsi acheté des respirateurs à un prix outrageusement gonflé à un négociant de vin.

Le gouverneur de Rio de Janeiro, Wilson Witzel, fait face à une procédure de destitution pour des soupçons d'irrégularités dans le contrat passé avec l'Etat pour la construction de sept hôpitaux de campagne, dont cinq n'ont jamais ouvert, parmi lesquels celui où était censée travailler Ingrid dos Santos. Mardi, le secrétaire à la Santé de Brasilia, Francisco Araujo, a été arrêté, soupçonné d'avoir reçu des dessous-de-table à l'occasion de l'achat de kits de test.

Au total, 11 Etats sur les 27 que compte ce pays fédéral de 212 millions d'habitants sont touchés par des affaires de corruption. "Où est passé l'argent ? Personne ne le sait", déplore auprès de l'AFP Ingrid dos Santos qui affirme qu'un millier de ses collègues se trouvent dans la même situation qu'elle. "Tout ce que nous savons, c'est qu'au bout du compte, les personnes



qui travaillent en première ligne sont oubliées", raconte cette mère de deux enfants. Selon les experts, la corruption à grande échelle a profité de la situation créée par l'épidémie de Covid-19.

Alors que les autorités luttent pour acheter des ventilateurs, des lits de réanimation, des masques et des produits désinfectants, le Parlement a adopté une loi autorisant tous les niveaux de gouvernement à effectuer des achats d'urgence sans appels d'offres ni les formalités administratives habituelles. De nombreux pays durement touchés par le virus ont pris des mesures similaires.

Mais au Brésil, alors que le président d'extrême droite Jair Bolsonaro minimisait l'épidémie, les Etats et les communes ont dû se débrouiller seuls. "Toutes ces entités publiques

étaient en compétition les unes avec les autres pour acheter les mêmes choses.

C'est beaucoup plus facile de surveiller les contrats d'une énorme entité publique que de 5.000 collectivités", explique Guilherme France, du bureau brésilien de l'ONG Transparency International. "Le manque total de coordination par le gouvernement fédéral a vraiment fait grimper le risque de corruption", ajoute-t-il.

Sur les 286,5 milliards de reais (44 milliards d'euros) de dépenses fédérales pour la pandémie, moins de 8% sont allés directement à la lutte contre la maladie, selon la Cour fédérale des comptes (TCU). Surveiller où va l'argent est un travail "intense", explique à l'AFP un responsable de la TCU, Paulo Wiechers.

Selon lui, il faudra six mois après la fin de

l'épidémie pour tracer les circuits pris par les fonds et savoir combien ont été détournés - les premières estimations se comptent en milliards. Sans compter le risque que des accusations soient utilisées à des fins politiques. "Certaines accusations de corruption sont utilisées de manière ciblée par le président Bolsonaro et ses partisans contre ses ennemis politiques, en particulier le gouverneur de Sao Paulo, Joao Doria, et le gouverneur de Rio, Wilson Witzel, des candidats potentiels à la présidence en 2022", souligne le politologue Geraldo Monteiro de l'université de l'Etat de Rio. Ingrid dos Santos, elle, est écoeurée. Etre infirmière était son rêve d'enfant, mais les "voleurs en cravate" l'ont découragée. Elle se dit prête à chercher un autre emploi.

La Turquie ne fera aucune concession, affirme Erdogan



La Turquie ne fera "aucune concession" pour défendre ses intérêts gaziers en Méditerranée orientale, a affirmé mercredi le président Recep Tayyip Erdogan, appelant la Grèce à se garder de commettre toute "erreur" qui mènerait à sa "ruine". "La Turquie prendra ce qui lui revient de droit en mer Noire, en mer Egée et

en Méditerranée (...) Nous ne ferons absolument aucune concession sur ce qui nous appartient", a déclaré M. Erdogan lors d'un discours martial.

"Pour cela, nous sommes déterminés à faire tout ce qui est nécessaire sur les plans politique, économique et militaire", a-t-il ajouté lors d'une cérémonie commémorant

la bataille de Manzikert, en 1071, qui marque l'entrée des Turcs en Anatolie après la victoire du sultan seldjoukide Alp Arslan sur les Byzantins. Ces déclarations interviennent en pleine escalade des tensions entre Ankara et Athènes en Méditerranée orientale, où la découverte d'importants gisements gaziers ces dernières années a aggravé des disputes anciennes entre ces deux pays voisins concernant leurs frontières maritimes.

La Turquie a déployé depuis le 10 août un navire de recherche sismique accompagné d'une escorte militaire dans une zone revendiquée par Athènes, provoquant l'ire de la Grèce qui a également déployé des bâtiments dans la région. "Nous invitons nos interlocuteurs à (...) se garder de toute erreur qui ouvrirait la voie à leur ruine", a lancé M. Erdogan, dans une allusion à la Grèce qu'il n'a toutefois pas nommée. Ce discours au vitriol de M. Erdogan intervient le lendemain d'un déplacement à Athènes et Ankara du chef de la diplomatie allemande Heiko Maas, dont le pays s'efforce d'apaiser les tensions par une médiation.

Ankara est prêt au dialogue, mais seule-

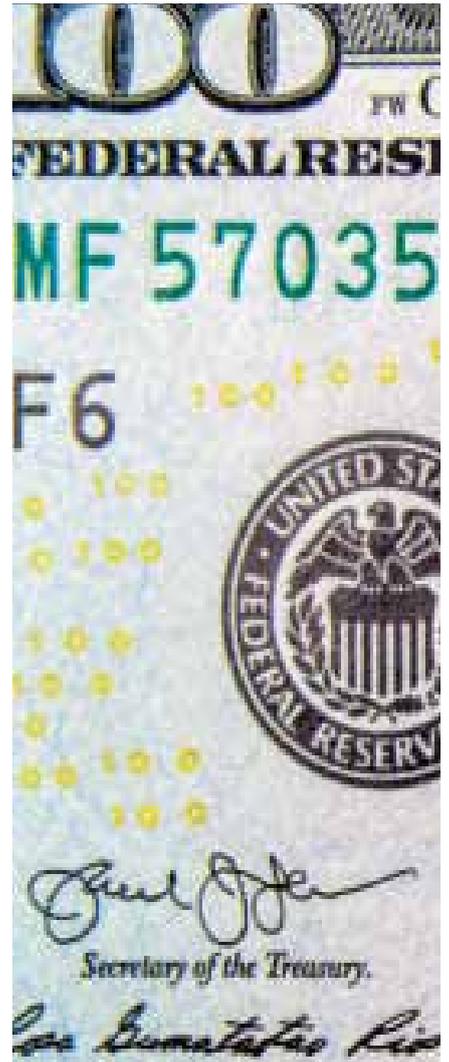
ment si Athènes ne pose aucune "condition préalable", a indiqué mardi le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu.

Sur le terrain, la situation semble explosive, Ankara et Athènes, deux membres de l'Otan aux relations historiquement délicates, ayant mené mardi des manoeuvres navales rivales. La Grèce, la France, l'Italie et Chypre doivent en outre conduire de mercredi à vendredi un exercice militaire conjoint en Méditerranée orientale, au Sud de la Crète et de Chypre.

La France, qui soutient la Grèce dans cette dispute, a déclaré mercredi que la Méditerranée ne devait pas être "un terrain de jeu" pour des "ambitions de certains". Reprochant à Athènes de vouloir rallier l'Union européenne contre Ankara, M. Erdogan a affiché mercredi un air de défiance. "La Turquie n'est plus un pays dont la patience, la détermination, les moyens et le courage peuvent être testés (...) Ceux qui veulent s'opposer à nous et qui sont prêts à en payer le prix, qu'ils le fassent. Sinon, qu'ils s'écartent de notre chemin", a-t-il déclaré.

Horizons

Est-ce le début de la fin pour le tout-puissant dollar ?



La récente dépréciation brutale du dollar américain soulève certaines inquiétudes quant au risque de le voir perdre son rôle de monnaie de réserve mondiale. En effet, parallèlement à l'assouplissement monétaire agressif mené par la Réserve fédérale américaine – qui menace d'altérer encore davantage la principale monnaie fiduciaire de la planète – le cours de l'or et les prévisions d'inflation augmentent actuellement.

Mais pour reprendre Mark Twain, les annonces autour de la mort du dollar sont souvent très exagérées. La récente baisse du billet vert s'explique par des facteurs cycliques de court terme. A long terme, la situation est plus complexe : le dollar présente à la fois des points forts et des faiblesses, susceptibles de mettre à mal ou non sa position mondiale au fil du temps.

Parmi les principaux facteurs négatifs à court terme, intervient la politique monétaire ultra-assouplie de la Fed. Les Etats-Unis monétisant actuellement des dé-

ficits budgétaires sans cesse plus importants, l'approche de la Fed apparaît plus accommodante que celle de la plupart des autres grandes banques centrales.

Le dollar a tendance à s'affaiblir en périodes de risk-on, et inversement. C'est la raison pour laquelle sa valeur a atteint un pic lors de la panique de février-mars autour du Covid-19, pour ensuite s'affaiblir à partir d'avril, lorsque l'état du marché s'est rétabli. Par ailleurs, l'activation par la Fed de lignes de swap de devises auprès d'autres banques centrales est venue atténuer l'illiquidité du dollar, qui plus tôt pendant la crise avait poussé le taux de change à la hausse. Désormais, un torrent de dollars mondiaux exerce une pression baissière sur le billet vert.

En outre, un certain nombre de pays développés (en Europe et ailleurs) ainsi que de marchés émergents (Chine et autres pays d'Asie) parviennent beaucoup plus efficacement que les Etats-Unis à contenir le Covid-19, ce qui implique que leur reprise économique pourrait se révéler

plus résiliente. Les échecs de la santé publique et les vulnérabilités économiques connexes des Etats-Unis contribuent ainsi à la fébrilité du dollar.

Il convient également de rappeler qu'avant la pandémie, le dollar s'était apprécié de plus de 30% en termes nominaux et réels (ajusté à l'inflation) depuis 2011. Compte tenu du déficit extérieur béant des Etats-Unis, et de taux d'intérêt insuffisamment élevés pour financer leurs flux entrants de capitaux, une dépréciation du dollar était nécessaire pour rétablir la compétitivité commerciale américaine. Le virage des Etats-Unis en direction du protectionnisme signale par ailleurs que le pays préfère un dollar plus faible pour restaurer cette compétitivité extérieure.

Le dollar pourrait même à court terme se renforcer à nouveau si – comme le suggèrent les derniers chiffres de la croissance mondiale – une reprise en forme de V se changeait en reprise anémique en forme de U, sans parler d'une reprise à double creux, dans le cas où la première pandémie demeurerait incontrôlée,

et où une deuxième vague viendrait anéantir la reprise avant la découverte d'un vaccin efficace.

A moyen terme et long terme, plusieurs facteurs sont susceptibles de préserver la domination mondiale du billet vert. Le dollar continuera de bénéficier d'un système à large base réunissant taux de change flexibles, contrôles limités sur les capitaux, et marchés des obligations profonds et liquides. Plus significatif encore, il n'existe tout simplement aucune monnaie alternative clairement susceptible de servir de large unité de compte, de moyen de paiement, ainsi que de réserve stable de valeur.

Par ailleurs, en dépit de ses difficultés face à la pandémie, l'Amérique présente un taux de croissance annuelle potentielle d'environ 2%, c'est-à-dire supérieur à celui de la plupart des autres économies développées, qui tournent plutôt autour de 1%. L'économie américaine demeure également dynamique et compétitive dans de nombreux secteurs majeurs, tels que les technologies, les biotechnologies,



les produits pharmaceutiques, les soins de santé, ou encore les services financiers de pointe, qui continuent tous d'attirer des flux de capitaux en provenance de l'étranger.

N'importe quel pays aspirant à la position des Etats-Unis doit se demander s'il souhaite réellement se retrouver avec la monnaie forte et les importants déficits de balance courante qui accompagnent le fait de répondre à la demande mondiale en actifs sûrs (obligations d'Etat). Un tel scénario semble relativement peu attrayant pour l'Europe, le Japon et même la Chine, où la solidité des exportations s'inscrit au cœur de la croissance économique. Dans le contexte actuel, il faut s'attendre à ce que l'Amérique conserve son « privilège exorbitant » en tant qu'émetteur de dette sûre à long terme, à laquelle les investisseurs privés et publics aspirent pour leurs portefeuilles.

La question consiste alors à déterminer quels facteurs seraient susceptibles de mettre à mal la position mondiale du dollar au fil du temps. Premièrement, si les États-Unis continuent de monétiser d'importants déficits budgétaires, et ainsi d'alimenter de lourds déficits exté-

rieurs, une envolée de l'inflation pourrait conduire à une dépréciation du dollar, et affaiblir son attractivité en tant que monnaie de réserve. Compte tenu du mix actuel des politiques économiques américaines, c'est un risque croissant.

Un autre risque réside dans l'éventuelle disparition de l'hégémonie géopolitique des Etats-Unis, qui constitue à la base l'une des principales raisons pour lesquelles tant de pays utilisent le dollar. La monnaie de la puissance mondiale dominante a toujours été également la devise de réserve mondiale. Ce fut le cas pour l'Espagne au XVI^e siècle, pour la Hollande au XVII^e, pour la France au XVIII^e, et pour l'Angleterre au XIX^e. Si les prochaines décennies nous orientent vers ce que beaucoup appellent déjà le « siècle chinois », alors le dollar pourrait bien être éclipsé par la montée en puissance du renminbi.

La militarisation du dollar via les sanctions commerciales, financières et technologiques pourrait d'ailleurs accélérer cette transition. Même si les électeurs américains élisent un nouveau président en novembre, il est probable que ces politiques se poursuivront, à l'heure où la guerre

froide Amérique-Chine devient une tendance de long terme, et où les rivaux des Etats-Unis (Chine et Russie) comme leurs alliés procèdent d'ores et déjà à une diversification par rapport aux actifs en dollar susceptibles de faire l'objet de sanctions ou de saisies.

Dans le même temps, la Chine introduit davantage de flexibilité dans son propre taux de change, assouplissant progressivement certains contrôles sur les capitaux, et créant des marchés de dette plus profonds. Le pays parvient à convaincre un nombre croissant de partenaires commerciaux et d'investisseurs d'utiliser le renminbi comme unité de compte, comme moyen de paiement, et comme réserve de valeur, y compris dans le cadre des réserves de change.

La Chine construit également une alternative au système Western-led Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication (SWIFT), et travaille sur un renminbi digital susceptible d'être plus tard internationalisé. Ses propres géants technologiques créent par ailleurs d'immenses plateformes de commerce électronique et de paiement digital (Alipay et WeChatPay),

et d'autres pays pourraient adopter dans leur propre monnaie.

En somme, si la position du dollar est pour l'heure stable, le billet vert rencontrera d'importants défis dans les années et les décennies à venir.

Certes, ni le système économique de la Chine (capitalisme d'Etat et contrôles financiers), ni son régime politique technocratique et autoritaire ne suscitent un véritable attrait en Occident. Pour autant, le modèle chinois se révèle d'ores et déjà relativement attrayant pour de nombreux marchés émergents et pays moins démocratiques. Peu à peu, avec la montée en puissance économique, financière, technologique et géopolitique de la Chine, la monnaie chinoise pourrait bien se frayer un chemin vers de nombreuses autres régions du monde.

Par Nouriel Roubini

Professeur d'économie à la Stern School of Business de l'Université de New York et président de Roubini Macro Associates. Conseiller économique de la Maison Blanche pendant l'administration Clinton, il a aussi travaillé pour le Fonds monétaire international, la Réserve fédérale américaine et la Banque mondiale.

Royaume du Maroc
Ministère de l'Intérieur
Province de Taza
Commune de Ghiata
Al Gharbia
Avis d'appel d'offres
ouvert n°06/2020
Le 21 septembre 2020, à dix (10) heures, il sera procédé à la salle de réunion de la Commune de Ghiata Al Gharbia - Province de Taza - à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix pour :
Travaux de réhabilitation et extension du réseau de distribution d'eau potable du douar Dchier 1ère tranche relevant de la commune de Ghiata Al Gharbia - Province de Taza.
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du bureau technique sis à la Commune de Ghiata Al Gharbia - Province de Taza.
Il peut également être télé-chargé à partir du portail des marchés publics : (www.marchespublics.gov.ma).
Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : Dix mille (10.000,00) dirhams.
L'estimation des coûts des prestations s'entend toutes taxes comprises établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : Trois cent quatre vingt quinze mille cent dirhams (395.100,00 dhs)
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n°02-12-349 relatif aux marchés publics tel qu'il a été modifié et complété.
Les concurrents peuvent :
- soit déposer leurs plis contre récépissé, sur support papier dans le bureau d'ordre de la commune ;
- soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au siège de la commune ;
- soit transmettre leurs dossiers par voie électronique au maître d'ouvrage ;
- soit les remettre, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 17 du règlement de consultation.

8000,00 DH
Mlle HNINI WIAM-----8000,00 DH
Soit un total de la somme de --- 600,000,00 DH
ARTICLE 7- CAPITAL SOCIAL
Le capital social est fixé à la somme de 600.000,00 DH. Il est divisé en 6000 parts sociales de 100 DH chacune, toutes souscrites, libérées intégralement par les associés en proportion de leurs apports.
M HNINI Abderrahim----- 5700 Parts
M IDRISSE MOSTAPHA ----- 60 Parts
M HNINI OUSSAMA-----80 Parts
M HNINI YASSIR-----80 Parts
Mlle HNINI WIAM-----80 Parts
Total des Parts composant le capital social : 6000,00 Parts
Le dépôt légal a été effectué au secrétariat greffe du tribunal de commerce de casablanca le 17/08/2020 sous le n° 17470
N°6647/PA

C.C.S.I sarl
Cabinet de consulting et solution informatique
Tel : 0523287803
Aux termes d'un acte sous-seing privé en date du 03/08/2020
Il a été décidé :
- La Démission de Mr EL HAJ ALI AMAHZOUNE comme gérant,
- Modification de l'articles 15 des statuts,
- Nomination Mr Azzouz SARHROUNI Gérant de la société
1- RESOLUTION :
La décision de démission de Monsieur EL HAJ ALI AMAHZOUNE comme GERANT de la société ZENATA WORLD TRAVEL .
2- RESOLUTION :
Nomination Mr Azzouz SARHROUNI GERANT de la société et modification de l'article 15 statuts.
Le dépôt légal a été effectué au secrétariat greffe du tribunal de première instance de Mohammedia le 13/08/2020 sous le n° 893
N°6648/PA

C.C.S.I sarl
Cabinet de consulting et solution informatique
Tel : 0523287803
Constitution d'une société SARLAU
Aux termes d'un acte sous-seing privé en date du

15/07/2020
Il a été établi les statuts d'une SARL AU avec les caractéristiques suivantes :
Dénomination : MATERIELS PARTNER s.a.r.l
Objet : 1- Achat, Vente, Importation et Exportation de tous Matériels et Engins des travaux publics
2- fabrication et vente des matériaux de construction.
3- Maintenance industrielle.
4- Entretien et Réparation tous Matériels et Engins des travaux publics
Siège sociale :
Le siège social de la société est fixé à l'adresse suivante : ANGLE AV DES FAR ET RUE D'ALSACE ETG 3 BUREAU N° 12 MOHAMMEDIA
Capital social :
L'associé unique fixe le capital social à la somme de 100.000,00 divisé en 1000 parts sociales de 100,00 DH chacune, toutes souscrites en numéraire et libérées de la totalité.
Le capital social est réparti de la manière suivante :
- Monsieur Adil NJARI 1000 parts.
- la gérance : M. Adil NJARI nommé comme gérant unique de la société.
Le dépôt légal a été effectué au secrétariat greffe du tribunal de première instance de Mohammedia le 13/08/2020 sous le n° 884
N°6649/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Intérieur
Province de Taza
Commune de Ghiata Al Gharbia
Avis d'appel d'offres ouvert n°06/2020
Le 21 septembre 2020, à dix (10) heures, il sera procédé à la salle de réunion de la Commune de Ghiata Al Gharbia - Province de Taza - à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix pour :
Travaux de réhabilitation et extension du réseau de distribution d'eau potable du douar Dchier 1ère tranche relevant de la commune de Ghiata Al Gharbia - Province de Taza.
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du bureau technique sis à la Commune de Ghiata Al Gharbia - Province de Taza.
Il peut également être télé-chargé à partir du portail des marchés publics : (www.mar-

chespublics.gov.ma).
Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : Dix mille (10.000,00) dirhams.
L'estimation des coûts des prestations s'entend toutes taxes comprises établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : Trois cent quatre vingt quinze mille cent dirhams (395.100,00 dhs)
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être

conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n°02-12-349 relatif aux marchés publics tel qu'il a été modifié et complété.
Les concurrents peuvent :
- soit déposer leurs plis contre récépissé, sur support papier dans le bureau d'ordre de la commune ;
- soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au siège de la commune ;

- soit transmettre leurs dossiers par voie électronique au maître d'ouvrage ;
- soit les remettre, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 17 du règlement de consultation.

N°6650/PA

المملكة المغربية
وزارة الداخلية
ولاية بني ملال - خنيفرة
عمالة إقليم خريبكة
الجماعة الترابية لبني بزاز

إعلان تعديلي للعموم

يعلن رئيس الجماعة الترابية بني بزاز

أن مشروع تسميم التهيئة عدد PA05/2019 لمركز جماعة بني بزاز وضابطته والذي كان مقررا بإدعائه ومن إشارة العموم بمقر الجماعة وذلك خلال فترة زمنية محددة ضمرا واحدا يتعدى من يوم 20 يوليو 2020 قد تم تأجيله إلى تاريخ 2020/08/31 وينتهي يوم 30 شتنبر 2020 الجاري.

وتجدر الإشارة إلى أنه تم وضع سجلا وملفا في متناول العموم بهدف تسجيل وتلقي جميع ملاحظاتكم وذلك بمقر الجماعة وخلال أوقات العمل الرسمية.

N°6651/PA

المملكة المغربية
وزارة الداخلية
عمالة إقليم خريبكة
دائرة بني بزاز
قيادة أولاد يوسف وبني بزاز
جماعة بني بزاز
مصلحة الشؤون الإدارية والقانونية

إعلان
عن تنظيم امتحان الكفاءة المهنية

يعلن رئيس المجلس الجماعي لبني بزاز أنه ستجرى يوم 04 أكتوبر 2020 بجماعة بني بزاز امتحانات الكفاءة المهنية لولوج درجة مساعد إداري من الدرجة الثانية ودرجة مساعد تقني من الدرجة الثانية. يشارك فيها على التوالي المساعدون الإداريون من الدرجة الثالثة والمساعدون التقنيون من الدرجة الثالثة ، الذين ضفوا 6 سنوات على الأقل من الخدمة الفعلية بهذه الصفة إلى غاية تاريخ إجراء هذه الامتحانات، ويحدد عدد المناصب المتباري في شأنها في منصب واحد لكل درجة.

يجب أن تصل طلبات الترشيح إلى مصلحة الشؤون الإدارية والقانونية بجماعة بني بزاز وذلك قبل يوم 21 شتنبر 2020 كآخر أجل لإيداع الترشيحات.

N°6652/PA

المملكة المغربية
وزارة الداخلية
عمالة إقليم خريبكة
جماعة بني بزاز

إعلان

يعلن رئيس جماعة بني بزاز أنه ستجرى يوم 04 أكتوبر 2020 بجماعة بني بزاز امتحانات الكفاءة المهنية لولوج درجة مساعد إداري من الدرجة الثانية ودرجة مساعد تقني من الدرجة الثانية. يشارك فيها على التوالي المساعدون الإداريون من الدرجة الثالثة والمساعدون التقنيون من الدرجة الثالثة ، الذين ضفوا 6 سنوات على الأقل من الخدمة الفعلية بهذه الصفة إلى غاية تاريخ إجراء هذه الامتحانات، ويحدد عدد المناصب المتباري في شأنها في منصب واحد لكل درجة.

يجب أن تصل طلبات الترشيح إلى مصلحة الشؤون الإدارية والقانونية بجماعة بني بزاز وذلك قبل يوم 21 شتنبر 2020 كآخر أجل لإيداع الترشيحات.

N°6653/PA

الدرجات	الشروط	آخر أجل لإيداع الترشيحات	تاريخ إجراء الامتحان	عدد المناصب الممتحن بشأنها في حدود 13%
درجة مساعد الإداري من الدرجة الأولى	مفتوح في وجه المساعدين الإداريين من الدرجة الثانية المتوفرون على ست سنوات على الأقل من الخدمة الفعلية بهذه الصفة في اليوم المحدد لإجراء أول اختبار من اختبارات الامتحان المهني طبقا: _ للظهير الشريف رقم 85.15.01 صادر في 20 رمضان 1436 (7 يوليوز 2015) بتنفيذ القانون 14.113 المتعلق بالجماعات _ لقرار الوزير المنتدب لدى الوزير الأول المكلف بتحديث القطاعات العامة رقم 1174-11 صادر في 23 من جمادى الأولى 1432. _ لمشور وزارة تحديث القطاعات العامة رقم 2 و ع بتاريخ 03 ماي 2007.	01/12/2020	30/12/2020	1
درجة مساعد الإداري من الدرجة الثانية	مفتوح في وجه المساعدين الإداريين من الدرجة الثالثة المتوفرون على ست سنوات على الأقل من الخدمة الفعلية بهذه الصفة في اليوم المحدد لإجراء أول اختبار من اختبارات الامتحان المهني طبقا: _ للظهير الشريف رقم 85.15.01 صادر في 20 رمضان 1436 (7 يوليوز 2015) بتنفيذ القانون 14.113 المتعلق بالجماعات _ لقرار الوزير المنتدب لدى الوزير الأول المكلف بتحديث القطاعات العامة رقم 1175-11 صادر في 23 من جمادى الأولى 1432. _ لمشور وزارة تحديث القطاعات العامة رقم 2 و ع بتاريخ 03 ماي 2007.	15/10/2020	01/11/2020	1
درجة مساعد تقني من الدرجة الثانية	مفتوح في وجه المساعدين التقنيين من الدرجة الثالثة المتوفرون على ست سنوات على الأقل من الخدمة الفعلية بهذه الصفة في اليوم المحدد لإجراء أول اختبار من اختبارات الامتحان المهني طبقا: _ للظهير الشريف رقم 85.15.01 صادر في 20 رمضان 1436 (7 يوليوز 2015) بتنفيذ القانون 14.113 المتعلق بالجماعات _ لقرار الوزير المنتدب لدى الوزير الأول المكلف بتحديث القطاعات العامة رقم 1178-11 صادر في 23 من جمادى الأولى 1432. _ لمشور وزارة تحديث القطاعات العامة رقم 2 و ع بتاريخ 03 ماي 2007.	15/10/2020	01/11/2020	1
درجة تقني من الدرجة الثانية	مفتوح في وجه التقنيين من الدرجة الثالثة المتوفرون على ست سنوات على الأقل من الخدمة الفعلية بهذه الصفة في اليوم المحدد لإجراء أول اختبار من اختبارات الامتحان المهني طبقا: _ للظهير الشريف رقم 85.15.01 صادر في 20 رمضان 1436 (7 يوليوز 2015) بتنفيذ القانون 14.113 المتعلق بالجماعات خاصة المادة 96. _ لقرار الوزير المكلف بتحديث القطاعات العامة رقم 06-1995 صادر في 29 من رجب 1427. _ لمشور وزارة تحديث القطاعات العامة رقم 2 و ع بتاريخ 03 ماي 2007.	15/10/2020	01/11/2020	1

« POINT SCRIBE » SARL AU SARL A RESPONSABILITE LIMITEE D'ASSOCIE UNIQUE AU CAPITAL DE 10.000,00 DHS SIEGE SOCIAL : 64, RUE IBN HALQA RESIDENCE JAWHARA APPT7 BOURGOGNE CASABLANCA CONSTITUTION

Au terme d'un acte sous seing privé en date à Casablanca du 05/08/2020, il a été constituée une Société à responsabilité limitée d'associé unique, dont les caractéristiques sont les suivantes : Dénomination : La société prend la dénomination de « POINT SCRIBE » SARL AU

Objet : La société a pour objet au Maroc ainsi qu'à l'étranger : - Le conseil et la production de contenu lyrique

- Le conseil et la production de contenu multimédia

- Le conseil en communication, en infographie et en production de tout type de support

- Le conseil et la production de contenu vidéo

- Production de contenus rédactionnels de presse audiovisuel et contenus web

- Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Siège social : Le siège social est fixé à Casablanca 64, RUE IBN HALQA RESIDENCE JAWHARA APPT 7 BOURGOGNE.

Durée : La durée de la société est fixée à Quatre Vingt Dix Neuf (99) années, à compter du jour de son immatriculation au registre de commerce.

Capital social : l'associé fait apport à la société d'une somme en espèce de 10.000,00 DHS représentant le capital social, à savoir : Mr OULMOUDDANE HICHAM : 10.000,00 DHS

Soit ensemble dix mille dirhams : 10.000,00 DHS

Gérance : Mr OULMOUDDANE HICHAM est nommé gérant unique pour une durée illimitée.

Année sociale : Commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Bénéfice : Le solde après les prélèvements légaux et statutaires est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts détenues par chacun.

Le dépôt légal est effectué au tribunal de commerce de Casablanca sous le n° 743354 le 18-08-2020.

N°6624/PA

EXCOB SARL « BASSITA » SA Société Anonyme au capital de 42.000.000,00 de dirhams

Siège social : N°1, 1er étage, bloc A, n°39 – Hay Essalam, Ait Iazza Taroudant

Projet de Fusion Mazaria - Bassita

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 10 août 2020, la société « MAZARIA », société à responsabilité limitée au capital de 45.000.000,00 de dirhams, dont le siège social est à Taroudant, n°1, PR Etage, Hay

Essalam, bloc A n°39, Ait Iazza et immatriculée au registre de commerce sous le numéro 793 et la société « BASSITA », société anonyme au capital de 42.000.000,00 dirhams, dont le siège social est à Taroudant, n°1, PR étage, Hay Essalam, bloc A n°39, Ait Iazza et immatriculée au registre de commerce sous le numéro 789, ont établi un projet de traité de fusion par voie d'absorption de la société « BASSITA » SA par la société « MAZARIA » SARL, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

1. Motifs et buts de la fusion La fusion par absorption de la société « BASSITA » SA par la société « MAZARIA » SARL a pour but de réunir et d'optimiser l'ensemble des moyens matériels, techniques, logistiques, financiers et humains des deux sociétés pour bénéficier des synergies communes, contribuer à l'amélioration de leurs performances économiques et favoriser en conséquence leur développement.

2. Modalités d'évaluation et désignation des apports Les comptes utilisés pour établir les conditions de l'opération ont été arrêtés au 30 septembre 2019. La valorisation des actifs et passifs a été réalisée selon des méthodes concordantes, sur la base de l'actif net comptable corrigé en tenant compte notamment des conventions signées avec l'Etat.

L'actif net apporté par la société absorbante est détaillé comme suit :

- Actif immobilisé : 375910219,86

- Stocks : 116699591,90

- Créances de l'actif circulant : 48297803,19

- Trésorerie - Actif : 5495025,02

Soit un actif total apporté de DH / 546402639,97

Le passif pris en charge s'élève à DH : 485282514,21

Soit un actif net apporté par « BASSITA » à « MAZARIA » de 61120125,76 DH

3. Rémunération des apports - Rapports d'échange - Prime de fusion.

En contrepartie des apports à titre de fusion, effectués par la société « BASSITA » SA à la société MAZARIA SARL, cette dernière attribuera à la société apporteuse de l'actif net ci-dessus, vingt cinq mille huit cent soixante dix (25.870) parts sociales d'une valeur nominale unitaire de mille (1.000,00) dirhams.

Toutefois, la société MAZARIA SARL renonce expressément à exercer les droits d'attribution à son profit de ses propres parts sociales lui revenant au titre de sa participation dans le capital de la société BASSITA SA dont elle détient 30.000 actions sur les 42.000 composant son capital social.

Compte tenu de ce qui précède, le capital de la société absorbante ne sera augmenté qu'à hauteur des droits des autres sociétés.

Elle émettra en conséquence Sept mille trois cent quatre vingt douze (7392) parts sociales à attribuer aux associés autres que MAZARIA SARL.

La prime de fusion globale qui résulte de l'augmentation du capital susvisée et de l'annulation des droits de l'absorbante est de Soixante

lions cinq cent trente mille cent quarante quatre dirhams 38 centimes (16.530.144,38).

Les Sept mille trois cent quatre vingt douze (7.392) nouvelles parts sociales seront entièrement libérées et assimilées aux parts sociales anciennes de la société MAZARIA SARL à compter du jour de la réalisation définitive de l'opération de fusion.

Elles seront immédiatement réparties par le mandataire de la société BASSITA SA entre les actionnaires de la société à raison de Cent (100) parts sociales de la société MAZARIA SARL pour Cent soixante deux (162) actions de la société « BASSITA » SA.

Les actionnaires de cette dernière devront faire leur affaire personnelle pour obtenir un nombre entier d'actions de la société MAZARIA SARL.

4. Propriété-Date de jouissance La société « MAZARIA » SARL aura la propriété et la jouissance des biens et droits apportés à compter du jour de la réalisation définitive de la fusion. Elle prendra en charge les opérations actives et passives affectant les biens apportés à compter, rétroactivement du 1er octobre 2019.

Les opérations actives et passives engagées par la société absorbée entre le 1er octobre 2019 et la date de la réalisation définitive de la fusion seront considérées de plein droit comme ayant été faites pour le compte exclusif de la société absorbante.

5. Conditions suspensives Le présent contrat est expressément subordonné aux conditions suspensives de son approbation par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société MAZARIA SARL et des actionnaires de la société BASSITA SA et de la réalisation définitive de l'augmentation du capital de la société MAZARIA SARL.

A défaut de réalisation définitive de ladite augmentation du capital au plus tard le 30 septembre 2020, le présent contrat sera considéré comme nul et non avenue, la société BASSITA SA et la société MAZARIA SARL pourront reprendre leur liberté par simple lettre recommandée, sans autre délai ni formalités.

6. Dépôt au greffe Le dépôt légal a été effectué au greffe du Tribunal de commerce de Taroudant le 25/08/2020 sous le numéro 1186.

N° 6828/PA

EXCOB SARL «MAZARIA» SARL Société à responsabilité limitée au capital de 45.000.000,00 de dirhams

Siège social : N°1, 1er étage, bloc A, N°39 – Hay Essalam, Ait Iazza Taroudant

Projet de Fusion MAZARIA - BASSITA

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 10 août 2020, la société « MAZARIA », société à responsabilité limitée au capital de 45.000.000,00 dirhams, dont le siège social est à Taroudant, n°1, PR Etage, Hay Essalam, bloc A n°39, Ait Iazza et immatriculée au registre de commerce sous le nu-

méro 793 et la société « BASSITA », société anonyme au capital de 42.000.000,00 dirhams, dont le siège social est à Taroudant, n°1, PR étage, Hay Essalam, bloc A n°39, Ait Iazza et immatriculée au registre de commerce sous le numéro 789, ont établi un projet de traité de fusion par voie d'absorption de la société « BASSITA » SA par la société « MAZARIA » SARL, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

1. Motifs et buts de la fusion La fusion par absorption de la société « BASSITA » SA par la société « MAZARIA » SARL a pour but de réunir et d'optimiser l'ensemble des moyens matériels, techniques, logistiques, financiers et humains des deux sociétés pour bénéficier des synergies communes, contribuer à l'amélioration de leurs performances économiques et favoriser en conséquence leur développement.

2. Modalités d'évaluation et désignation des apports Les comptes utilisés pour établir les conditions de l'opération ont été arrêtés au 30 septembre 2019. La valorisation des actifs et passifs a été réalisée selon des méthodes concordantes, sur la base de l'actif net comptable corrigé en tenant compte notamment des conventions signées avec l'Etat.

L'actif net apporté par la société absorbante est détaillé comme suit :

Actifs apportés : - Actif immobilisé : 375.910.219,86

- Stocks : 116.699.591,90

- Créances de l'actif circulant : 48.297.803,19

- Trésorerie - Actif : 5.495.025,02

Soit un actif total apporté de DH / 546.402.639,97

Le passif pris en charge s'élève à DH : 485.282.514,21

Soit un actif net apporté par «BASSITA » à «MAZARIA» de 61.120.125,76 DH

3. Rémunération des apports - Rapports d'échange - Prime de fusion

En contrepartie des apports à titre de fusion, effectués par la société «BASSITA» SA à la société MAZARIA SARL, cette dernière attribuera à la société apporteuse de l'actif net ci-dessus, vingt cinq mille huit cent soixante dix (25.870) parts sociales d'une valeur nominale unitaire de mille (1.000,00) dirhams.

Toutefois, la société MAZARIA SARL renonce expressément à exercer les droits d'attribution à son profit de ses propres parts sociales lui revenant au titre de sa participation dans le capital de la société BASSITA SA dont elle détient 30.000 actions sur les 42.000 composant son capital social.

Compte tenu de ce qui précède, le capital de la société absorbante ne sera augmenté qu'à hauteur des droits des autres sociétés.

Elle émettra en conséquence Sept mille trois cent quatre vingt douze (7392) parts sociales à attribuer aux associés autres que MAZARIA SARL.

La prime de fusion globale qui résulte de l'augmentation du capital susvisée et de l'annulation des droits de l'absorbante est de Seize millions cinq cent trente mille cent quarante quatre dirhams 38 centimes (16.530.144,38).

Les Sept mille trois cent quatre vingt douze (7.392) nouvelles parts sociales seront entièrement libérées et assimilées aux parts sociales anciennes de la société MAZARIA SARL à compter du jour de la réalisation définitive de l'opération de fusion.

Elles seront immédiatement réparties par le mandataire de la société BASSITA SA entre les actionnaires de la société à raison de Cent (100) parts sociales de la société MAZARIA SARL pour Cent

soixante deux (162) actions de la société «BASSITA» SA. Les actionnaires de cette dernière devront faire leur affaire personnelle pour obtenir un nombre entier d'actions de la société MAZARIA SARL.

4. Propriété-Date de jouissance La société « MAZARIA » SARL aura la propriété et la jouissance des biens et droits apportés à compter du jour de la réalisation définitive de la fusion. Elle prendra en charge les opérations actives et passives affectant les biens apportés à compter, rétroactivement du 1er octobre 2019.

Les opérations actives et passives engagées par la société absorbée entre le 1er octobre 2019 et la date de la réalisation définitive de la fusion seront considérées de plein droit comme ayant été faites pour le compte exclusif de la société absorbante.

5. Conditions suspensives Le présent contrat est expressément subordonné aux conditions suspensives de son approbation par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société MAZARIA SARL et des actionnaires de la société BASSITA SA et de la réalisation définitive de l'augmentation du capital de la société MAZARIA SARL.

A défaut de réalisation définitive de ladite augmentation du capital au plus tard le 30 septembre 2020, le présent contrat sera considéré comme nul et non avenue, la société BASSITA SA et la société MAZARIA SARL pourront reprendre leur liberté par simple lettre recommandée, sans autre délai ni formalités.

6. Dépôt au greffe Le dépôt légal a été effectué au greffe du Tribunal de commerce de Taroudant le 25/08/2020 sous le numéro 1185.

N° 6827/PA

المملكة المغربية
وزارة الداخلية
عمالة إقليم بركان
دائرة الكليم
قيادة بني ورميش
جماعة بوغربية

إعلان
بإجراء امتحان الكفاءة المهنية للترقي
لقائدة موظفي جماعة بوغربية برسم سنة 2020

يعين رئيس جماعة بوغربية عن اجراء امتحانات الكفاءة المهنية برسم سنة 2020 لقائدة الموظفين التابعين لهذه الجماعة المتوفرين على ست (06) سنوات على الأقل من الخدمة الفعلية في الإطار وذلك وفق الشروط المهنية أسفله:

مواد الامتحان	تاريخ ومكان اجراء الامتحان	عدد المتقنين من المتقنين أجها	إطار الترقي	الإطار الأصلي
1-اختبار كتابي عام: يتعلق بقطاع المعنى 2-اختبار كتابي خاص: يتعلق بالوظائف أو المهام المتفرعة من طرف الموظفين المتقنين للدرجة المستهدفة بشانها أو بمجال الاختصاصات الإدارية المعنية. 3- الاختبار الشفوي: تناقش فيه لجنة الامتحان مع المترشح الموضوع الكتابية عند الاقتضاء، ومهامه وتخصصه، واختيار قدراته على ممارسة الوظائف أو المهام المرتبطة بالدرجة المستهدفة بشانها.	2020/10/31 بقاعة الاجتماعات بمقر دار الجماعة	01	مساعد اداري الدرجة الاولى	مساعد اداري الدرجة الثانية
1-اختبار كتابي عام: يتعلق بقطاع المعنى 2-اختبار كتابي خاص: يتعلق بالوظائف أو المهام المتفرعة من طرف الموظفين المتقنين للدرجة المستهدفة بشانها أو بمجال الاختصاصات الإدارية المعنية. 3- الاختبار الشفوي: تناقش فيه لجنة الامتحان مع المترشح الموضوع الكتابية عند الاقتضاء، ومهامه وتخصصه، واختيار قدراته على ممارسة الوظائف أو المهام المرتبطة بالدرجة المستهدفة بشانها.	2020/10/31 بقاعة الاجتماعات بمقر دار الجماعة	01	مساعد اداري الدرجة الثانية	مساعد اداري الدرجة الثالثة
1-اختبار كتابي عام: يتعلق بقطاع المعنى 2-اختبار كتابي خاص: يتعلق بالوظائف أو المهام المتفرعة من طرف الموظفين المتقنين للدرجة المستهدفة بشانها أو بمجال الاختصاصات الإدارية المعنية. 3- الاختبار الشفوي أو تطبيقي: مناقشة تتسب على الموضوع الكتابية عند الاقتضاء، وعلى مهامه وتخصصه المترشح، واختيار قدراته على ممارسة المهام المرتبطة بالدرجة المستهدفة بشانها، ويمكن عند الاقتضاء إخضاع المترشح لاختبار تطبيقي.	2020/10/31 بقاعة الاجتماعات بمقر دار الجماعة	02	مساعد تقني الدرجة الثانية	مساعد تقني الدرجة الثالثة

على الموظفين المستوفين للشروط النظامية لاجتياز هذه الامتحانات، تقديم طلباتهم إلى غاية 23 أكتوبر 2020 قبل الساعة الرابعة والنصف زوالا كآخر أجل.
بوغربية، في:
رئيس المجلس الجماعي

N°6645/PA

«STE CHANGE SAIDIA»
Au Capital du
2.000.000,00 Dh
Siège social: Complexe
Commercial saidia RC: 6499
Suivant la décision du
13/08/2020, l'associé unique de
la société «CHANGE SAIDIA»
décidé ce qui suit:
La démission de l'ancienne gé-
rante / non associée et la nomina-
tion du nouveau gérant associé
unique: La démission définitive
et sans recours juridique de Mlle
ELLIAOUI SALIMA, CIN
FA141278 et la nomination d'un
nouveau gérant/associé Mr DE-
RAOUI RABIE, CIN PP812651.
Pouvoirs de signature: La société
sera engagée par la signature de
l'associé unique Mr DERAOU
RABIE.

Le dépôt légal a été effectué au
greffe du tribunal de la 1ère In-
stance de Berkane en date du
24/08/2020 sous le n° 312/2020.
N°6631/PA

Constitution de la société
KAYADIS SARL

Aux termes d'un acte sous seing
privé, il a été établi les statuts
d'une société à responsabilité li-
mitée aux caractéristiques sui-
vantes:
Dénomination: Société KAYA-
DIS S.A.R.L
Objet: 1-DISTRIBUTEUR DE
MARCHANDISES
Durée: 99 ans
Siège social: CENTRE
SOUK TAKAT HAD DRA
ESSAOUIRA.

Le capital social est fixé à la
somme de 100.000,00 de dirhams
; il est divisé en 1 000 parts de
100dhs chacune entièrement libé-
rées en numéraire attribués par:
Mr. KAYA RACHID: 700 Parts
Mr. KAYA EL MAHFOUD
: 300 Parts
Soit un total de: 1000 Parts
Gérance: la société est nommée
en qualité de gérant, Mr. KAYA
RACHID.
Année sociale: du 01 janvier au
31 décembre de chaque année.
Le N° du registre du commerce:
5341 du 19 Août 2020

N°6632/PA

Constitution de la société
NAZIHI CAR SARL AU
Aux termes d'un acte sous seing
privé, il a été établi les statuts
d'une société à responsabilité li-
mitée d'associé unique aux carac-
téristiques suivantes:
Dénomination: Société NAZIHI
CAR S.A.R.L A.U
Objet: •AUTOMOBILES,
LOUEUR DE VEHICULES.
Durée: 99 ans
Siège social: N°46
RUE EDDOUHA MEFTAH
KHEIRSAFI,
Le capital social est fixé à la
somme de 100.000,00 de dirhams
; il est divisé en 1000 parts de 100
dhs chacune entièrement libérées
en numéraire attribués par:
Mr. NAZIHI YOUSSEF 1000
PARTS
La gérance est accordée à Mr.
NAZIHI YOUSSEF.
Année sociale: du 01 janvier au
31 décembre de chaque année.
Le N° du registre du commerce:
10635 du 19 août 2020.

N°6633/PA

SOCIETE «SOCMACOS»
SARL AU BD MOUKHTAR
SOUSI SAADA N°151 AL
ALIA MOHAMMEDI
RCN°:19623
□ CESSION DE PARTS SO-
CIALES DE MR DRAI BOUB-
KER, CIN N° BH253619 VEND
LA TOTALITE (MILLE PARTS)
(1000PARTS) DE LA SOCIETE
«SOCMACOS» A MR KDAH
YOUSSEF, CIN N°BK236265.
□ LA DEMISSION DE MR
DRAI BOUBKER, CIN N°
BH253619 DE SES FONCTIONS
DE GERANT UNIQUE.
□ NOMINATION DE MR MR
KDAH YOUSSEF, CIN
N°BK236265 EN QUALITE DE
NOUVEAU GERANT UNIQUE
DE LA SOCIETE.

Le dépôt légal est effectué au tri-
bunal de 1ère instance Moham-
media le 10/08/2020 Sous le
N°861.
POUR EXTRAIT ET MENTION
N°6634/PA

«ACTIVELAND» S.A.R.L
SOCIETE A RESPONSABILITE
LIMITEE AU CAPITAL DE 10
000,00 DIRHAMS
SIEGE SOCIAL: 17, place
Charles Nicole, résidence Pas-
teur-Build-Appt 2, étage 7-Casa-
blanca I.F. N° 26168515
R.C. N° 414181 TRANSFERT
DU SIEGE SOCIAL

L'Assemblée Générale décide de
transférer le siège social de la so-
ciété du 17, Place Charles Nicole,
résidence Pasteur-Build-Appt 2,
étage 7- Casablanca à l'adresse
suivante:
Lotissement Bel Air de Bous-
koura E2-Casablanca Bouskoura.
Le dépôt légal a été effectué au
greffe du tribunal de commerce
de Casablanca, le 11
Aout 2020 sous le n°742679.
POUR EXTRAIT ET MENTION
N°6635/PA

SUD NATUREL sarl
Rés Perle Jassim
Rue Moha Ouhammou, Entré B
N°6 4ème Etage Casablanca.
Suivant PV de l'AGE du
20/07/2020, les associés de la so-
ciété «SUD NATUREL» ont dé-
cidé de: - Dissolution Anticipée
De La Société SUD NATUREL -
Nomination de Monsieur MEH-
DAOUI ALAOUI AMINE en
qualité de liquidateur de la so-
ciété; -L'endroit de la dissolution
est fixé à Rés Perle Jassim Rue
Moha Ouhammou, Entré B N°6
4ème Etage Casablanca - Le
dépôt légal a été effectué au sé-
crétariat greffe du tribunal de com-
merce de Casablanca le
11/08/2020 sous le N°742684
N°6636/PA

STE «3 C LOG SOLAR» SARL
AU AUGMENTATION
DE CAPITAL
I- Au terme du PV de l'AGE du
30/06/2020, il a été décidé ce qui
suit: L'augmentation du capital
de 1 000 000,00 dirhams à 10 000
000,00 dirhams par la création de
90 000 parts sociales (Quatre
Vingt Dix Mille parts sociales) de
cent dirhams (100 dhs) chacune,
apport effectué en numéraire, de
ce fait l'article 6 et 7 des statuts ont
été modifiés

ARTICLE 6: APPORTS
Les associés apportent en numé-
raire la somme globale de 10 000
000,00 Dhs.
La répartition des apports est
comme suite:
- Mr AMARA AOUUD apporte la
somme de 10 000 000,00 Dhs
ARTICLE 7: CAPITAL
Le capital social est fixé à la
somme de 10 000 000,00 Dhs, di-
visé en 100 000 Parts de 100,00
DHS chacune. La répartition du
capital est faite comme suite:
- Mr AMARA AOUUD à concu-
rence de 100 000 parts so-
ciales

II- Le dépôt légal a été effectué au
greffe au tribunal de Mohamme-
dia
Le 13/08/2020 sous le N° 17203.
N°6637/PA

CONSTITUTION
I/- Aux termes d'un acte SSP du
10/07/2020 à Casablanca, il a été
établi les statuts d'une société à
responsabilité limitée associée
unique:
Dénomination: «YURIS
AGENCY» SARL AU.
Objet: La société a pour objet tant
au Maroc qu'à l'étranger:
Agence de communication.
Tenant une agence de documen-
tations et d'organisation commer-
ciale ou technique production
audiovisuelle.
Siège Social: CASABLANCA, 12
RUE OMAR SLAOUI APT 2
ETG 1.
Capital Social: 100 000,00 DHS
(Cent Mille dirhams).
Apport:

L'associé fait apport à la société
d'une somme en espèce à savoir:
Mme: ZAKIA GUELZIM
100.000,00 DHS
Durée: 99 ans à compter de l'im-
matriculation de la société au re-
gistre de commerce.
Gérance: Mme: ZAKIA GUEL-
ZIM désigné comme gérante
pour une durée illimitée.
II-Le dépôt légal a été effectué et
immatriculé au registre au tri-
bunal de commerce de Casablanca
sous le numéro 468739.
N°6638/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE
DE L'INTERIEUR
PROVINCE D'EL JADIDA
SECRETARIAT GENERAL
D.A.A./S.B.M
AVIS D'APPEL D'OFFRES OU-
VERT N° 26/2020/INDH.
Le vendredi 18 septembre 2020
à 10 00 heures, il sera procédé,
dans les bureaux de Mr le Gou-
verneur de la province d'El Ja-
dida à l'ouverture des plis relatifs
à l'appel d'offres sur offres des
prix relatif aux travaux de
construction d'un établissement
préscolaires à la commune terri-
toriale OD AISSA - PROVINCE
D'EL JADIDA.
Le cautionnement provisoire est
fixé à la somme de: trente mille
dirhams (30.000,00 dirhams).
- L'estimation des coûts de pres-
tations établie par le maître d'ou-
vrage est fixée à la somme: neuf
cent trente deux mille cinq cent
quarante quatre dirhams (932
544,00 dhs).
- Le prix d'acquisition des plans
est fixé à la somme de: 15 (quinze)
dhs.

Le dossier d'Appel d'offres peut
être retiré à la Division des af-
faires administratives /service de
comptabilité et marchés au Sé-
crétariat Général de la Province d'El
Jadida, il peut également être té-
lchargé à partir du portail des
marchés de l'Etat: www.marchés-
publics.gov.ma.

Le contenu, la présentation ainsi
que le dépôt des dossiers des
concurrents doivent être
conformes aux dispositions des
articles 27,29 et 31 du décret
n°2.12-349 relatif aux marchés
publics.
Les concurrents peuvent:
- Soit envoyer par courrier recom-
mandé leurs plis avec accusé de
réception au bureau précité.
- Soit les déposer contre récépissé
dans le bureau d'ordre du Sé-
crétariat Général de la Province d'El
Jadida. - Soit les remettre au pré-
sident de la commission d'appel
d'offres au début de la séance et
avant l'ouverture des plis.
- Soit les envoyer par voie électro-
nique conformément à l'article 7
de l'arrêté du ministre de l'écono-
mie et des finances n°20-14 du
04/09/2014.
Les pièces justificatives à fournir
sont celles prévues par l'article 9
du règlement de consultation
N°6639/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE
DE L'INTERIEUR
PROVINCE D'ESSAOUIRA
CONSEIL PROVINCIAL
D'ESSAOUIRA D.G.S
AVIS D'APPEL D'OFFRES OU-
VERT N° 07/2020/BP
Le 22/09/2020 à 10h00, il sera
procédé, dans la salle de réunion
au Conseil Provincial d'Essaouira
à l'ouverture des plis relatifs à
l'appel d'offres ouvert sur offres
de prix relatif à: Travaux de revê-
tement des quartiers de l'an-
cienne médina à la ville
d'Essaouira.
Le dossier d'appel d'offres peut
être retiré de la Direction Géné-
rale des services au Conseil Pro-
vincial d'Essaouira. Il peut être
téléchargé à partir du portail des
marchés de l'Etat à l'adresse sui-
vante: www.marchéspublics.
gov.ma
Le cautionnement provisoire est
fixé à: Quatre cent cinquante
mille Dirhams (450.000,00 DH).

L'estimation des coûts des presta-
tions est fixée à: Vingt trois mil-
lion trois cent trente six mille cinq
cent cinquante Dirhams (23 336
550,00 DH).

Le contenu, la présentation ainsi
que le dépôt des dossiers des
concurrents doivent être
conformes aux dispositions des
articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-
12-349 relatif aux marchés pu-
blics.

Les concurrents peuvent:
- Soit envoyer par courrier recom-
mandé avec accusé de récep-
tion à la Direction Générale des
services au Conseil Provincial
d'Essaouira.

- Soit déposer contre récépissé
leurs plis à la Direction précitée.
- Soit envoyer par voie électro-
nique. - Soit les remettre au pré-
sident de la commission d'appel
d'offres au début de la séance et
avant l'ouverture des plis.

Un dossier technique compren-
ant:
* Pour les entreprises installées au
Maroc: Copie légalisée du Certi-
ficat de Qualification et de Classi-
fication des entreprises de BTP
institué par le département de
l'Equipement:
SECTEUR: O

Qualifications exigées: O1
Classe minimale: 1
* Pour les entreprises non instal-
lées au Maroc:
Les pièces justificatives à fournir
sont celle prévues par l'article n°
4 du règlement de consultation
N°6640/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE
DE L'INTERIEUR
PROVINCE D'ESSAOUIRA
CONSEIL PROVINCIAL D'ES-
SAOUIRA D.G.S
AVIS D'APPEL D'OFFRES OU-
VERT N° 08/2020/BP
Le 22/09/2020 à 11h00, il sera
procédé, dans la salle de réunion
au Conseil Provincial d'Essaouira
à l'ouverture des plis relatifs à
l'appel d'offres ouvert sur offres
de prix relatif à: Travaux de revê-
tement du quartier Mellah à la
ville d'Essaouira.

Le dossier d'appel d'offres peut
être retiré de la Direction Géné-
rale des services au Conseil Pro-
vincial d'Essaouira. Il peut être
téléchargé à partir du portail des
marchés de l'Etat à l'adresse sui-
vante: www.marchéspublics.
gov.ma

Le cautionnement provisoire est
fixé à: Quatre vingt dix mille Di-
rhams (90.000,00 DH).

L'estimation des coûts des presta-
tions est fixée à: Quatre million
huit cent trente huit mille six cent
dix Dirhams (4 838 610,00 DH).
Le contenu, la présentation ainsi
que le dépôt des dossiers des
concurrents doivent être
conformes aux dispositions des
articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-
12-349 relatif aux marchés pu-
blics.

Les concurrents peuvent:
- Soit envoyer par courrier recom-
mandé avec accusé de réception
à la Direction Générale des
services au Conseil Provincial
d'Essaouira.

- Soit déposer contre récépissé
leurs plis à la Direction précitée.
- Soit envoyer par voie électro-
nique. - Soit les remettre au pré-
sident de la commission d'appel
d'offres au début de la séance et
avant l'ouverture des plis.

Un dossier technique compren-
ant:
* Pour les entreprises installées au
Maroc:
Copie légalisée du Certificat de
Qualification et de Classification
des entreprises de BTP institué
par le département de l'Equipement:
SECTEUR: O

Qualifications exigées:
O1 ; Classe minimale: 1
* Pour les entreprises non instal-
lées au Maroc:
Les pièces justificatives à fournir
sont celle prévues par l'article n°
4 du règlement de consultation
N°6641/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE
DE L'INTERIEUR
PROVINCE D'ESSAOUIRA
CONSEIL PROVINCIAL D'ES-
SAOUIRA D.G.S
AVIS D'APPEL
D'OFFRES OUVERT
N° 09/2020/BP

Le 23/09/2020 à 10h00, il sera
procédé, dans la salle de réunion
au Conseil Provincial d'Essaouira
à l'ouverture des plis relatifs à
l'appel d'offres ouvert sur offres
de prix relatif aux: Travaux d'ins-
tallation de poteaux et bouches
d'incendie au sein des quartiers
de la médina d'Essaouira.

Le dossier d'appel d'offres peut
être retiré de la Direction Géné-
rale des services au Conseil Pro-
vincial d'Essaouira. Il peut être
téléchargé à partir du portail des
marchés de l'Etat à l'adresse sui-
vante: www.marchéspublics
.gov.ma

Le cautionnement provisoire est
fixé à: Six mille (6.000,00 DH) Di-
rhams.

L'estimation des coûts des presta-
tions est fixée à: Deux cent quatre
vingt dix huit mille huit cent Di-
rhams (298 800,00 DH).

Le contenu, la présentation ainsi
que le dépôt des dossiers des
concurrents doivent être
conformes aux dispositions des
articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-
12-349 relatif aux marchés pu-
blics.

Les concurrents peuvent:
- Soit envoyer par courrier recom-
mandé avec accusé de réception
à la Direction Générale des
services au Conseil Provincial
d'Essaouira.

- Soit déposer contre récépissé
leurs plis à la Direction précitée.
- Soit envoyer par voie électro-
nique.
- Soit les remettre au président de
la commission d'appel d'offres
au début de la séance et avant
l'ouverture des plis.

Les pièces justificatives à fournir
sont celle prévues par l'article n°
4 du règlement de consultation.
N°6642/PA

SOCIETE DE GESTION —
ETUDES — FISCALITE
& COMPTABILITE
S O G F C O
L'INFORMATIQUE
AU SERVICE
DE LA GESTION
Société de Gestion – Etudes –
Fiscalité & comptabilité « SO-
GEFCO » 7 Avenue Lalla Mey-
rem Kissariat Merrissi V.N Fès
« EXTENSION D'ACTIVITE »
SOCIETE EL
FLOULI FRERES

Au terme d'un acte sous-seing
privé en date à Fès le 27 juillet
2020, il a été établi le procès verbal
d'une assemblée générale extra-
ordinaire d'une Société à respon-
sabilité limitée dont les
caractéristiques sont les suivantes:
• DENOMINATION

La Société a pour dénomination:
« SOCIETE EL FLOULI FRERES
» S.A.R.L
• SIEGE SOCIAL
Fès, APPT ETAGE 2 AV PORT
SAID N°30 AZZOUHOUR 2.
• EXTENSION DE L'OBJET SO-
CIAL

D'un commun accord les associés
ont décidé l'extension de l'objet
social de la société tel que:
- TRANSPORT DE MARCHAN-
DISE

Le dépôt légal a été effectué au
Greffe du Tribunal de commerce
de Fès Le 13 août 2020 sous N°
11981/2020 RC: 62695.

N°6643/PA

ROYAUME DU MAROC
CHAMBRE DE COMMERCE
D'INDUSTRIE ET DE SER-
VICES DE LA REGION
FES MEKNES
AVIS D'APPEL
D'OFFRES OUVERT
N° 08/2020/CCISFM
Le Mardi 29 Septembre 2020 à
11h, il sera procédé, dans les bu-
reaux de la Chambre de Com-
merce d'Industrie et de Services

de la Région Fès
Meknès (CCISFM) à l'ouverture
des plis de l'Appel d'Offres Ou-
vert sur offres de prix N°0
8/2020/CCISFM, concernant l'
Achèvement des travaux d'amé-
nagement du centre d'affaire et
du hall des expositions perman-
entes au parc des expositions in-
ternational de Fès, Lot unique

Le dossier d'appel d'offres peut
être retiré au bureau des marchés
de la Chambre de Commerce
d'Industrie et de Services de la ré-
gion Fès Meknès, à l'adresse sui-
vante: Bd Chefchaoui V.N Fès.
Il peut également être téléchargé
à partir du portail des marchés
publics www.marchéspublics
.gov.ma.

Le cautionnement provisoire est
fixé à la somme de: 200 000,00
DHS (Deux Cent Mille Dirhams).
L'estimation des coûts des presta-
tions est de: 14 276 995,66 DHS
TTC (Quatorze Millions Deux
Cent Soixante Seize Mille Neuf
Cent Quatre-vingt-quinze di-
rhams et Soixante Six Centimes)
La visite des lieux est program-
mée pour le Jeudi 17 Septembre
2020 à 11h 30 au lieu Du Parc des
expositions de Fès, Route de
Séfrou, en face du complexe sportif
de Fès

Le contenu, la présentation ainsi
que le dépôt des dossiers des
concurrents doivent être
conformes aux dispositions des
articles 27, 29 et 31 du décret n°
2.12.349 relatif aux marchés pu-
blics.

Les concurrents peuvent:
- Soit les envoyer par courrier recom-
mandé avec accusé de réception
au bureau des marchés de la
Chambre de Commerce d'Indus-
trie et de Services de la région Fès
Meknès à l'adresse suivante: Bd
Chefchaoui V.N Fès.

- Soit déposer, contre récépissé
leurs plis dans le bureau précité.
- Soit les remettre au président de
la commission d'appel d'offres au
début de la séance et avant l'ou-
verture des plis.

- Soit les envoyer par voie électro-
nique via le portail des marchés
publics www.marchéspublics
.gov.ma.

N.B: Pour les concurrents qui au-
ront choisi la transmission par
voie électronique de leurs dos-
siers via le portail des marchés
publics, les pièces du dossier ad-
ministratif et technique et additif,
le cas échéant, doivent être si-
gnés électroniquement et sépa-
rément par le concurrent ou son
représentant dûment habilité
avant leur insertion dans un fi-
chier électronique, attestant de
leur authenticité, sous la respon-
sabilité dudit concurrent, conformé-
ment aux dispositions de
l'article 417-1 de la loi n° 53-05 re-
lative à l'échange électronique de
données juridiques.

Le concurrent auquel il est envi-
sagé d'attribuer le marché issu de
la procédure électronique est tenu
de déposer toutes les pièces des
dossiers administratif, technique,
additif, l'offre technique, le cas
échéant, et l'offre financière sous
format papier conformément aux
dispositions de l'article 12 de l'ar-
rêté n° 20-14 ainsi que les pièces
du complément du dossier admi-
nistratif tel que prévu par le régle-
ment de consultation et ce, sous
peine d'élimination de son offre.
Les pièces justificatives à fournir
sont celles prévues par l'article 5
du règlement de la consultation.

Les concurrents doivent produire
une copie certifiée conforme à
l'original du certificat de qualifi-
cation et de classification dans le
secteur, classe et qualification
comme suit:

Secteur: A: Construction
Qualification exigée: A5. Travaux
d'aménagement et de réhabilita-
tion de bâtiments; Classe: 2
Pour les concurrents non instal-
lés au Maroc, le dossier tech-
nique doit être constitué des
pièces prévues par l'article 5 du
règlement de consultation.

N°6644/PA

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE) Branche Eau DIRECTION REGIONALE DU NORD Réhabilitation des conduites desservant les centres Boujdiane Ttaoft et souk tolba à partir du réservoir R1000. AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT - N° 122

DR9/C/AMN/1/2020 La Direction REGIONALE DU NORD de l'ONEE-Branche Eau, sise à Tanger lance le présent appel d'offres qui concerne : Réhabilitation des conduites desservant les centres Boujdiane Ttaoft et souk tolba à partir du réservoir R1000. Le financement du projet objet du présent appel d'offres sera assuré par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation.

L'estimation du coût des prestations s'élève à 5 000,00 DH ou son équivalent en devise librement convertible Le dossier de consultation (RCDF, RCDG, CCAFP, CCAFG, CCTP, Définition et Bordereau des Prix) est consultable et téléchargeable sur le portail des marchés publics à l'adresse : <https://www.marchespublics.gov.ma>.

Le règlement des achats de l'ONEE et les cahiers généraux sont consultables et téléchargeables à partir du site internet des achats de l'ONEE - Branche Eau à l'adresse : <http://www.onep.ma/> (Espace Entreprise - rubrique Achats).

En cas d'envoi du dossier de consultation par la poste à un candidat, sur sa demande écrite et à ses frais, l'ONEE-Branche Eau n'est pas responsable d'un quelconque problème lié à la réception du dossier par le destinataire. Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être : - soit déposés contre récépissé au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Nord, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger, avant la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis. - Soit remis à la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis.

L'ouverture des plis aura lieu le 30/09/2020 à 10h00 à la Direction Régionale du Nord de l'ONEE Branche eau, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger. Les demandes d'éclaircissement doivent être formulées uniquement sur le portail des marchés publics. N°6626/PC

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE) Branche Eau DIRECTION REGIONALE DU NORD Renforcement de la sécurité des sources locales par la construction d'un mur de clôture au centre de souk El Qolla à la province de Larache. AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT- N° 121

DR9/C/AMN/1/2020 La Direction REGIONALE DU NORD de l'ONEE-Branche Eau, sise à Tanger lance le présent appel d'offres qui concerne : Renforcement de la sécurité des sources locales par la construction d'un mur de clôture au centre de souk El Qolla à la province de Larache. Le financement du projet objet du présent appel d'offres sera assuré par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation.

L'estimation du coût des prestations s'élève à 150 036,00 DH TTC Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 3 000,00 DH ou son équivalent en devise librement convertible Le dossier de consultation (RCDF, RCDG, CCAFP, CCAFG, CCTP, Définition et Bordereau des Prix) est consultable et téléchargeable sur le portail des marchés publics à l'adresse : <https://www.marchespublics.gov.ma>.

Le règlement des achats de l'ONEE et les cahiers généraux sont consultables et téléchargeables à partir du site internet des achats de l'ONEE - Branche Eau à l'adresse : <http://www.onep.ma/> (Espace Entreprise - rubrique Achats).

En cas d'envoi du dossier de consultation par la poste à un candidat, sur sa demande écrite et à ses frais, l'ONEE-Branche Eau n'est pas responsable d'un quelconque problème lié à la réception du dossier par le destinataire. Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être : - soit déposés contre récépissé au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Nord, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger, avant la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis. - Soit remis à la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis.

L'ouverture des plis aura lieu le 30/09/2020 à 10h00 à la Direction Régionale du Nord de l'ONEE Branche eau, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger. Les demandes d'éclaircissement doivent être formulées uniquement sur le portail des marchés publics. N°6627/PC

ROYAUME DU MAROC OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE) Branche Eau DIRECTION REGIONALE DU NORD AEP des douars relevant de la commune AZZINATE à la préfecture de TANGER-ASSILAH. Lot : Lignes électriques. AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL N° 123 DR9/CE/D/2020

La Direction Régionale du Nord de l'ONEE-Branche Eau, sise 6, Rue Melilla, Castilla, à Tanger lance le présent appel d'offres qui concerne l'AEP des douars relevant de la commune AZZINATE à la préfecture de TANGER-ASSILAH. Lot : Lignes électriques. Les travaux objet du présent appel d'offres seront financés par la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW).

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation.

L'estimation du coût des prestations s'élève à 131.010,00 DH TTC. Cette estimation reste indicative et ne constitue pas un montant maximum. Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 3000,00 DH ou son équivalent en devise librement convertible. Le dossier de consultation (RCDF, RCDG, CCAFP, CCAFG, CCTP, Définition et Bordereau des Prix) est consultable et téléchargeable sur le portail des marchés publics à l'adresse : <https://www.marchespublics.gov.ma>

Les cahiers généraux et le règlement des achats de l'ONEE sont consultables et téléchargeables à partir du site des achats de l'ONEE-Branche Eau à l'adresse : <http://www.onep.ma/> (Espace Entreprise - rubrique Achats).

En cas d'envoi du dossier de consultation par la poste à un candidat, sur sa demande écrite et à ses frais, l'ONEE-Branche Eau n'est pas responsable d'un quelconque problème lié à la réception du dossier par le destinataire. Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être : - Soit déposés contre récépissé au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Nord, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger, avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis. - Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Nord, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger, avant la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

- Soit remis à la commission d'appel d'offres en début de la séance d'ouverture des plis. L'ouverture des plis aura lieu le Mercredi 23/09/2020 à 10h00 à la Direction Régionale du Nord de l'ONEE Branche eau, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger. Les demandes d'éclaircissement doivent être formulées uniquement sur le portail des marchés publics N°6628/PC

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE) Branche Eau DIRECTION REGIONALE DE TENSIFT

Travaux de remise à niveau des locaux techniques des stations relevant du secteur de production Marrakech - El Kelaa des Sraghna - Rhamna. AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT - N°85/DR2/2020 - La Direction Régionale de Tensift de l'ONEE-Branche Eau, sise à Marrakech, lance le présent appel d'offres qui concerne : Travaux de remise à niveau des locaux techniques des stations relevant de secteur de production Marrakech - El Kelaa des Sraghna-Rhamna (SP2/1).

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation. L'estimation du coût des prestations s'élève à 1 000 000,00 DH TTC Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 10 000,00 DH ou son équivalent en devise librement convertible. Le dossier d'appel d'offres est consultable et téléchargeable sur le portail des marchés publics à l'adresse : <https://www.marchespublics.gov.ma/>.

Le règlement des achats de l'ONEE et les cahiers généraux sont consultables et téléchargeables à partir du site internet des achats de l'ONEE - Branche Eau à l'adresse : <http://www.onep.ma/> (Espace Entreprise - rubrique Achats)

bles à partir du site internet des achats de l'ONEE- Branche eau à l'adresse : <http://www.onep.ma/> (Espace Entreprise - rubrique Achats)

Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être : - soit déposés contre récépissé au Bureau d'ordre de la Direction Régionale de Tensift sise à l'Angle rue Badr et avenue Mohamed V Gueliz à la ville de Marrakech avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis. - soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'ordre de la Direction Régionale de Tensift sise à l'Angle rue Badr et avenue Mohamed V Gueliz à la ville de Marrakech avant la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

- soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis. L'ouverture publique des plis aura lieu le Jeudi 24 Septembre 2020 à 10h à la Direction Régionale de Tensift de l'ONEE Branche Eau sise à l'angle rue Badr et Avenue Mohamed V-Gueliz Marrakech. Les demandes d'éclaircissement doivent être formulées uniquement sur le portail des marchés publics. N°6629/PC

ROYAUME DU MAROC MINISTERE DE L'INTERIEUR PREFECTURE D'INEZGANE AIT MELLOUL SECRETARIAT GENERAL DIVISION DU BUDGET ET DES MARCHES SERVICE DES MARCHES AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 09 /2020/INDH

Le 22 Septembre 2020 à 10Heures, il sera procédé, dans le bureau de Monsieur le Gouverneur de la préfecture d'Inezgane Ait Melloul, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres des prix ayant pour objet : TRAVAUX DE REHABILITATION D'UN CENTRE DE SANTE EXISTANT A LA COMMUNE DE TEMSIA, PREFECTURE INEZGANE AIT MELLOUL. Le dossier

d'appel d'offres, peut être retiré auprès de la Division du Budget et des Marchés de la Préfecture d'Inezgane - Ait Melloul ou le télécharger à partir du Portail des Marchés Publics : www.marchespublics.gov.ma . - Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : 10.000,00 Dhs (Dix mille Dirhams). - L'estimation du coût des prestations objet de l'appel d'offres est fixée à la somme de : 535.956,00 Dhs TTC (Cinq cent trente-cinq mille neuf cent cinquante-six dirhams, 00 Cts toute taxe comprise).

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents, doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada-I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics. Les concurrents peuvent : -Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau d'ordre de la Division du Budget et des Marchés de la Préfecture d'Inezgane Ait Melloul. -Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité. -Soit les remettre, séance tenante, au Président de la Commission d'Appel d'Offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

- Soit les transmettre par voie électronique au portail des marchés publics Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article-09 du Règlement de consultation. N°6630/PA

ROYAUME DU MAROC MINISTERE DE L'INTERIEUR PROVINCE EL KELAA DES SRAGHNA SECRETARIAT GENERAL D.B.M. AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Le 21/09/2020 , il sera procédé dans les bureaux du secrétariat général de la Province d'El Kelaa des Sraghna. (Salle AitAbdelmoulaAbdelouahab) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix : • 14 /2020/FDR A 10 :00 H. TRAVAUX D'EXTENSION DE L'INTERNAT DU LYCEE COLLEGIAL A OULED CHARQUI

ET DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE POLYVALENTE A SIDI MOUSSA

- le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : 30 000,00DHS (Trente Mille. Dhs). - L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : 2 005 503,60 DHS (Deux Million Cinq Mille Cinq Cent Trois dhs.60 CTS). Les dossiers des appels d'offres peuvent être retirés auprès de la Division du budget et matériel de la province. Ils peuvent également être téléchargés à partir du portail des marchés de l'Etat www.marchespublics.gov.ma. Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent : -soit envoyer leurs plis, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau d'ordre de la Province El Kelaa des Sraghna. -soit déposer, contre récépissé, leurs plis dans le bureau d'ordre de la Province El Kelaa des Sraghna. -soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis. - Soit envoyer par voie électronique conformément à la disposition de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 8 kaada 1435(04/09/2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de consultation. -Les concurrents doivent produire une copie certifiée conforme du certificat de qualification et de classification suivant le secteur, l'activité et la classe minimale et les qualifications ci-après : Secteur : A; Classe : 4; Qualification A2

Les concurrents non installés au Maroc doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de la consultation N°6655/PA

<p>ROYAUME DU MAROC MINISTÈRE DE L'INTERIEUR PROVINCE DE TIZNIT CERCLE ANEZI CAIDAT DE TIGHMI C D T TIGHMI</p>		<p>المملكة المغربية وزارة الداخلية تظهير تزنيت دائرة أنزي قيادة تغمي جماعة تغمي</p>
<p>Avis De Dépôt</p>		
<p>Le Président De La Commune Territoriale TIGHMI annonce au Public que le projet du plan d'aménagement du Centre de La Commune TIGHMI ; ainsi que son règlement est déposé auprès du siège de Cette Commune pour l'enquête Publique dans une période d'un mois, entre Le 28/08/2020 et 26/09/2020.</p> <p>Aussi, il est porté à la connaissance du public qu'un dossier et un registre seront à la portée du public auprès du bureau de la service technique au siège de la commune pour porter leurs observations pendant les horaires du travail administratif.</p>		
<p>N° 6406/PA</p>		

Sport

Le Youssoufia de Berrechid enfonce l'OCK

Le FUS frappé par le Covid-19



Le Youssoufia de Berrechid s'est imposé, mardi soir, face à l'Olympique de Khouribga (1-0) en match comptant pour la 25^e journée de la Botola Pro D1.

Les locaux ont ouvert le score dès les premières minutes sur un but de Saïd Grada (8^e), qui était suffisant pour remporter les trois points du match.

Au terme de cette rencontre, le CAYB se hisse à la 9^e position ex aequo avec l'OCS (29 pts), tandis que l'OCK stagne à la 14^e position (23 pts).

Cinq matches, pour le compte de la même journée de la Botola Pro, ont été reportés à une date ultérieure, à savoir RSB-AS FAR, IRT-RCAZ, WAC-Raja, FUS-OCS et RCOZ-HUSA.

A propos de l'ajournement du match FUS-OCS, la Ligue nationale de football

professionnel a indiqué dans un communiqué publié sur le site officiel de la Fédération Royale marocaine de football que ce report intervient suite aux résultats du dernier test médical de la COVID-19 réalisé par le FUS qui ont démontré la contamination de plusieurs joueurs et par conséquent l'application de mesures préventives pour lutter contre la propagation de cette pandémie.

Il s'agit en effet de dix joueurs et trois membres du staff du FUS qui ont été testés positifs au nouveau coronavirus, a précisé le club sur son site internet.

"Conformément aux mesures sanitaires approuvées par les autorités compétentes, les cas positifs ainsi que l'ensemble des joueurs et des membres du staff seront placés en confinement", a souligné le FUS, ajoutant qu'un nouveau test sera réalisé

dans les prochains jours.

Le club rappelle au public sportif et à tous les Marocains la nécessité de respecter les mesures de prévention approuvées par les autorités sanitaires compétentes.

En plus du match CAYB-OCK, la 25^e journée du championnat compte deux autres confrontations. La première devait opposer hier le Difaâ Hassani d'El Jadida au Moghreb de Tétouan, tandis que la seconde devrait mettre aux prises ce soir à partir de 20 heures le Mouloudia d'Oujda au Raja de Béni Mellal.

Un match entre deux clubs aux ambitions complètement à l'opposé. Une formation oujdie qui aspire à terminer le concours aux avant-postes dans l'espoir de décrocher une participation africaine et une équipe mellalienne qui s'achemine tout droit vers un retour à la seconde division.

El Yamiq pisté par FC Grenade

FC Grenade, équipe de première division du championnat espagnol, veut s'attacher les services de l'international marocain Jawad El Yamiq qui a évolué cette saison au sein de Real Saragosse (2^e division) sous forme de prêt en provenance de Genoa.

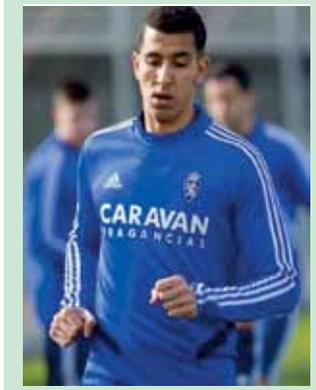
Selon le journal spécialisé "Marca", les responsables du club andalou, qui disputera l'Europa League l'année prochaine pour la première fois de son histoire, ont accéléré les négociations ces derniers jours pour faire signer le joueur de 28 ans.

Avec El Yamiq, FC Grenade, révélation de la saison dernière, cherche à renforcer sa défense en prévision d'aller loin dans la compétition européenne et en Liga.

Si ce transfert prendrait forme, Jawad El Yamiq sera le deuxième joueur marocain à porter les couleurs de FC Grenade après Youssef El Arabi.

Depuis son arrivée en janvier dernier, El Yamiq a gagné sa place de titulaire indiscutable dans les schémas techniques de l'entraîneur de Saragosse Victor Fernandez.

Né le 29 juillet 1992 à Khouribga, Jaouad El Yamiq avait passé cinq ans au sein de son club formateur pour rejoindre le Raja lors du mercato estival de 2016. En janvier 2018, il avait signé un contrat de trois ans avec le club italien du Genoa CFC.



Le cyclisme, déjà une forteresse sanitaire avant le Covid

Et si le cyclisme était le sport le mieux préparé face au Covid-19 ? Désinfection des chambres, gel hydroalcoolique partout et isolement des coureurs fiévreux : une bonne partie du peloton d'avant était déjà parée --ou presque-- à la pandémie.

"Pour notre équipe, pas grand-chose n'a changé à part les masques. Nous faisons presque déjà tout le reste", constate Ineos, l'équipe d'Egan Bernal, sans doute la plus pointilleuse en matière prophylactique.

La phobie de la contamination dans le peloton du Tour de France ne date pas du coronavirus et de la menace, qui pèse sur les équipes, du retour à la maison en cas de deux cas positifs en sept jours.

Sport itinérant et usant pour les organismes, à la merci des germes en troisième semaine d'un grand tour --Thibaut Pinot,

promis au podium du Giro 2018 sans une pneumopathie à deux étapes de l'arrivée en sait quelque-chose-- le cyclisme frôle depuis des années l'obsession sanitaire.

Le large éventail de précautions de l'ex-Team Sky a infusé dans le peloton, inspiré par le bilan de la formation britannique --couronnée de succès dans sept des huit derniers Tour de France.

Groupama-FDJ s'est mis à désinfecter ses chambres d'hôtel l'année passée. Quant à l'équipe Jumbo de Primo Roglic, cela fait déjà quatre années qu'elle les aseptise aussi, détaille Mathieu Heijboer, son directeur de la performance, à l'AFP.

L'obsession sanitaire dans le cyclisme découle directement de son format, selon lui. "Si tu manques un match de foot, tu peux jouer le suivant. Chez nous, si tu rates une étape, la course est finie pour toi", illustre Mathieu Heijboer.

Partant de ce constat incontestable, Jumbo mène la chasse aux microbes depuis quatre ans avec un de ses soigneurs, équipé d'un masque à gaz, de bottes en caoutchouc et d'un ciré jaune --assorti au maillot.

"Nous désinfectons les chambres à la bombe puis nous nous concentrons sur les endroits à risques : les toilettes, les poignées de porte, tout ce qui est beaucoup touché", détaille-t-il.

Avec le Covid-19, le dispositif est encore monté d'un cran : l'équipe a recours à une "machine spéciale pour nettoyer l'air" dans les chambres et salles de repas et le bus, révèle Mathieu Heijboer.

Une innovation développée par l'université de technologie d'Eindhoven pour capter les aérosols --particules en suspension dans l'air soupçonnées de transmettre le virus -- et exhibée fièrement par le patron de l'équipe Richard Plugge sur Twit-

ter.

Pendant le Tour 2020, tous les coureurs seront logés dans des chambres individuelles. "Parce que s'il y a un cas positif, on en aurait perdu deux d'un coup", observe le directeur de performance de l'équipe néerlandaise.

Mais, même dans le monde d'avant, "un coureur qui tombait malade était tout de suite isolé. Quitte à ce que ce soit dans un autre hôtel si ce n'était pas possible dans le nôtre."

Pour limiter les contacts avec le monde extérieur, Ineos, Bora ou encore Total Direct Energie recouraient déjà à une salle à manger aménagée dans un camion.

Et Jumbo fournissait ses propres stylos à ses troupes : "Pour éviter de prendre celui d'un supporter pour les autographes, il y en avait dans le bus", rappelle Mathieu Heijboer.

Messi veut quitter le Barça

Séisme sur la planète foot

Séisme sur la planète foot: la superstar argentine Lionel Messi (33 ans), encore sous contrat avec le FC Barcelone jusqu'au 30 juin 2021, a communiqué au club mardi par courrier recommandé qu'il souhaite "unilatéralement" résilier son contrat.

Dépit par la terrible déroute 8-2 essuyée en quart de finale de Ligue des champions le 14 août contre le Bayern Munich, futur vainqueur de l'épreuve, fatigué par une saison cauchemardesque et lassé par un projet sportif peu convaincant, la légende Leo Messi a mis ses menaces à exécution. L'Argentin a mis fin à son histoire d'amour avec le FC Barcelone.

Les avocats du joueur ont fait parvenir au club un courrier recommandé dans lequel ils annoncent la volonté de Messi de résilier son contrat unilatéralement, en vertu d'une

clause qui a expiré le 10 juin dernier. Mais le club considère que son contrat est encore valide jusqu'au 30 juin 2021, a confirmé à l'AFP une source au sein du club catalan.

"En principe, cette clause expirait le 10 juin, mais le caractère atypique de cette saison coupée par le coronavirus a ouvert la voie pour que Messi demande à être libéré de son contrat dès maintenant. Un premier pas vers l'ouverture d'une négociation pour son départ, sur la base de sa clause libératoire qui s'élève à 700 millions d'euros", a précisé Marca, le journal le plus vendu d'Espagne, mardi soir.

Ce coup de semonce pourrait donc être suivi d'un bras de fer entre experts pour déterminer si la validité de cette clause peut être prolongée, étant donné que la saison en Espagne a été coupée entre mars et juin par la pandémie.

Après des mois à montrer publiquement sa lassitude face à un club en ruines et une saison catastrophe, entre résultats sportifs décevants et scandales en cascade, le sextuple Ballon d'Or est passé à l'action.

D'après la presse sportive espagnole, Messi s'est réuni avec le nouvel entraîneur du Barça Ronald Koeman la semaine dernière et lui aurait indiqué qu'il se voyait "plus à l'extérieur qu'à l'intérieur" du club.

Cette "bombe totale", comme l'a qualifiée le principal journal sportif argentin Olé, intervient onze jours après la terrible déroute du Barça 8-2 contre le Bayern Munich en quart de finale de la Ligue des champions, au terme d'une saison catastrophique qui a lancé une révolution au sein du club catalan.

Dans la foulée, l'entraîneur Quique Setién a été limogé et remplacé par Ronald Koeman. Ce dernier aurait, selon la presse spécialisée catalane, communiqué lundi au grand ami de Messi, l'attaquant uruguayen Luis Suarez, qu'il ne comptait pas sur lui pour la saison prochaine, à l'instar d'autres

“

Trois clubs auraient les moyens pour prétendre accueillir la légende argentine dans leurs rangs: PSG, Inter et City

cadres du Barça comme Arturo Vidal, Ivan Rakitic et Samuel Umtiti.

Un coup de fil qui a sans doute précipité les envies de départ de la légende blaugrana.

"Respect et admiration, Leo. Tout mon soutien, mon ami", a écrit l'ex-légende blaugrana Carles Puyol sur Twitter, ce mardi soir.

Si Messi quitte la Catalogne, ce serait la fin d'une longue et belle histoire d'amour entre la Pulga ("puce", en espagnol) argentine et le Barça: arrivé au club en 2000 à l'âge de 13 ans, Messi a ensuite gravi tous les échelons au sein de l'un des clubs les plus prestigieux au monde pour finir par obtenir le statut de "meilleur joueur de tous les temps", comme on l'assure à Barcelone.

Il s'agit surtout d'un séisme pour la planète football, qui a du mal à s'imaginer la su-

perstar argentine sous d'autres couleurs que le rouge et le bleu catalans.

"Je ne le vois pas ailleurs. Je ne peux pas le croire. Je préfère croire que c'est un ultimatum lancé à la direction pour que Bartomeu s'en aille", a réagi Ruben Tejero, fan du Barça de 28 ans qui faisait partie de la petite centaine de supporters, N.10 de Messi dans le dos, qui se sont spontanément rassemblés mardi soir devant le Camp Nou, sous les fenêtres du très critiqué président Josep Maria Bartomeu, pour exiger sa démission.

Dans les rues de Buenos Aires, le potentiel départ de Lionel Messi était également sur toutes les lèvres.

"Il est une marque à Barcelone, Messi est dans les trains, à l'aéroport (...) il est dans plein de magasins de sport, partout", souligne Mariano Mardué, un commerçant de 40 ans. Donc "je pense que Messi ne va pas quitter Barcelone, ils ne vont pas le laisser partir, tout le monde peut partir sauf Messi."

Edgardo, un autre commerçant de 38 ans, aime lui l'idée que Lionel Messi s'en aille parce que "Barcelone n'a plus les moyens de rivaliser, d'autant plus dans la Ligue des champions, au niveau européen". "J'aime l'idée qu'il parte parce que je veux que Messi continue à faire de la compétition jusqu'à sa retraite".

Les négociations autour de l'astronomique clause libératoire de Messi, fixée jusqu'à maintenant à 700 millions d'euros, seront décisives pour son éventuel départ du club, comme cela avait été le cas pour le transfert de son éternel rival portugais Cristiano Ronaldo, passé du Real Madrid à la Juventus Turin, en juillet 2018, contre 105 millions d'euros.

D'après la presse spécialisée, trois clubs auraient les moyens pour prétendre accueillir la légende argentine dans leurs rangs: le Paris Saint-Germain, l'Inter Milan et Manchester City.

“

La clause libératoire est fixée jusqu'à maintenant à 700 millions d'euros

Les Londoniens découvrent le plaisir des musées déserts

Avant le confinement, s'approcher du T-rex animé du Musée d'histoire naturelle de Londres relevait de la mission presque impossible. Aujourd'hui, finis la cohue et les jeux de coudes, seuls quelques enfants s'enthousiasment de ses rugissements.

Ce musée d'habitude très populaire, où le nombre de visiteurs est désormais limité, est extraordinairement calme en plein mois d'août. Comme beaucoup d'autres de la capitale britannique, désertée par les touristes étrangers, rebutés par la quarantaine s'appliquant à nombre d'entre eux à leur arrivée au Royaume-Uni.

Si les finances de ces institutions culturelles accusent le coup, le public clairsemé est une aubaine pour les rares visiteurs, notamment des Londoniens partis à la découverte de leur ville.

En arrivant, Lynsey Wheeldon, 39 ans, s'est rendue directement dans la salle des dinosaures avec ses enfants. "Il n'y avait que nous et peut-être six ou sept familles", explique-t-elle à l'AFP. "On a vu des tas de choses, c'était super!".

Inquiète de contracter le nouveau coronavirus, elle a été rassurée par la décision du musée de limiter le nombre de visiteurs à 20% de sa capacité normale: "Nous ne serions probablement pas venus si ce n'était pas aussi calme".

Depuis la réouverture le 5 août, les visiteurs étrangers ne représentent plus que 3% des entrées, contre 70% auparavant. Les Londoniens



comptent désormais pour 57% des entrées.

Pour les rares touristes venus à Londres malgré les décisions de dernière minute du gouvernement britannique en matière de quarantaine, le calme de la métropole est rafraîchissant aussi. "Il n'y a pas de bousculade, il n'y a pas de files d'attente. (...) Pour nous touristes, c'est le paradis!", explique le Français Michel Besse, venu en famille avant l'instauration de l'isolement obligatoire pour ses compatriotes.

Le Royaume-Uni a été durement frappé par la maladie Covid-19, avec plus de 41.000 morts. Malgré la levée presque totale du confinement, de nombreux Britanniques craignent encore de s'aventurer dehors.

Pour tenter de rassurer, les sites touristiques, musées et galeries d'art ont instauré un système de réservation en ligne des visites, des parcours à sens unique pour certains, et mis du gel désinfectant à disposition. Le port du masque est obli-

gatoire. Les salles considérées comme trop risquées sont fermées, par exemple les plus petites avec des installations vidéo.

En contrepartie, les visiteurs peuvent déambuler quasiment seuls dans les salles du V&A ou s'attarder devant un Rubens à la National Gallery sans être bousculés.

"C'est génial. On peut voir les choses sans avoir plein de gens tout autour", s'enthousiasme la Londonienne Jane Barnett, 62 ans, en visitant la Tate Modern.

Mais en voyant les rares piétons sur le Millennium Bridge, passerelle enjambant la Tamise toute proche, au lieu de la foule habituelle, sa sœur Katie regrette l'animation: "En marchant jusqu'au South Bank (la rive sud), il n'y a pas d'effervescence. Ce n'est pas Londres", estime la quinquagénaire.

A la National Gallery, dans le café presque désert surplombant un Trafalgar Square amorphe, Gavin Green, un Londonien de 63 ans, estime "un peu étrange" de voir si peu de monde. "Ils pourraient probablement assouplir un peu plus et laisser entrer plus de monde", souligne sa femme Katherine.

La plupart des musées et galeries sont gratuits sauf pour les expositions temporaires, mais les dons sont vivement encouragés. Car sans visiteurs, c'est la survie de ces institutions qui se joue.

Les musées Tate prévoient de supprimer quelque 300 emplois dans leurs magasins et cafés, la direction tablant sur moitié moins de visiteurs dans un avenir proche.

Les Palais royaux historiques (HRP), qui gèrent des sites comme la Tour de Londres, ont lancé un plan de départs volontaires - les Beefeaters ou célèbres uniformes rouges ne seront pas épargnés.

"Tout le monde doit revenir. C'est suffisamment sûr, et ces endroits ne peuvent pas survivre sans visiteurs", insiste Lynsey Wheeldon en appelant ses compatriotes à soutenir, comme elle, leurs institutions culturelles.

Salade de chou-fleur au persil



Ingrédients

500 g de chou-fleur
1/2 bouquet de persil plat haché
3 gousses d'ail
Vinaigre d'alcool
Huile d'olive
Sel, cumin, paprika

Préparation

Laver et couper le chou-fleur, le mettre avec les gousses d'ail entières dans un autocuiseur et faire cuire 10 minutes à couvert. Ecraser l'ail dans un saladier et y ajouter le chou-fleur. Ajouter le cumin, le sel, le paprika, le persil, l'huile d'olive et le vinaigre. Mélanger délicatement l'ensemble.

Contre le rhume, l'Université d'Oxford prescrit le miel

Des chercheurs de l'Université d'Oxford ont passé en revue plus de 1.300 dossiers de patients et 14 essais cliniques sur l'efficacité du miel comme traitement des symptômes d'infection des voies respiratoires supérieures (IVRS), tels que la toux, le mal de gorge ou le rhume, chez des patients de tous âges et dans n'importe quel contexte. Ils sont arrivés à la conclusion que le miel était plus efficace pour les traiter que les antibiotiques ou les médicaments en vente libre tels que les antitussifs, les antihistaminiques et les analgésiques.

«Lorsque les cliniciens souhaitent prescrire un produit contre les IVRS, nous recommandons le miel comme alternative aux antibiotiques. Il est plus efficace et moins nocif que les alternatives de soins habituelles et évite de causer des dommages par la résistance aux antimicrobiens», ont écrit les chercheurs dans l'étude, qui a été publiée dans la revue *BMJ Evidence-Based Medicine*.

L'équipe a découvert que le miel était en moyenne 36% plus efficace pour réduire la fréquence de la toux que les médicaments courants et qu'il rédui-

sait la gravité de la toux de 44% que les autres traitements. Ils ont également découvert qu'il réduit jusqu'à deux jours le temps nécessaire pour se remettre des symptômes. «Le miel a été associé à une réduction significativement plus importante du score combiné des symptômes, de la fréquence et de la gravité de la toux, ont poursuivi les auteurs de l'étude. Le miel était supérieur aux soins habituels pour l'amélioration des symptômes des IVRS. Il constitue une alternative largement disponible et bon marché aux antibiotiques.

Les IVRS sont le motif le plus fréquent de prescription d'antibiotiques. Comme la majorité des IVRS sont d'origine virale, la prescription d'antibiotiques est à la fois inefficace et inappropriée».

Il y a deux ans, des experts du National Institute for Health and Care Excellence (NICE) au Royaume-Uni ont rédigé une directive qui conseillait aux médecins généralistes de recommander le miel, les remèdes à base de plantes et les médicaments contre la toux comme traitement de première intention pour une toux aiguë.